

Pax Romana

MOUVEMENT INTERNATIONAL DES ÉTUDIANTS CATHOLIQUES
MOUVEMENT INTERNATIONAL DES INTELLECTUELS CATHOLIQUES

Recevant en audience, le 15 mars dernier, les professeurs et les étudiants du Collège d'Europe, de Bruges, le Saint-Père a prononcé un discours dans lequel nous trouvons une définition parfaite de la Mission de l'Europe. Au delà de tout but économique et politique, l'Europe unie — a dit Pie XII — « doit se donner pour mission l'affirmation et la défense des valeurs spirituelles qui, autrefois, constituaient le fondement et le soutien de son existence, qu'elle avait jadis la vocation de transmettre aux autres parties de la terre et aux autres peuples, et qu'elle doit rechercher aujourd'hui, par un effort pénible, pour se sauver elle-même ».

Cet appel à reconnaître de nouveau « la foi chrétienne authentique comme base de la civilisation et de la culture » était d'autant plus éloquent qu'il avait été précédé, dans le même discours, d'une magnifique évocation de tout ce que le christianisme avait ajouté aux « premiers fondements » de l'Europe, posés par la civilisation gréco-latine. Le christianisme — pré-

sentait le Saint-Père — « a modelé l'âme profonde des peuples, il a dégagé en eux, en dépit de leurs différences les plus marquées, les traits distinctifs de la personne libre, sujet absolu de droit et responsable devant Dieu non seulement de sa destinée individuelle, mais aussi du sort de la société où elle est engagée ».

Bien entendu, le message du Christ, brièvement résumé dans ces paroles, était adressé dès le début à tous les peuples de la terre. En effet, Pie XII n'a pas manqué d'ajouter que la foi chrétienne devait être la base non seulement de la civilisation européenne, mais aussi de toutes les autres. A l'origine du christianisme, il avait même pu sembler qu'un

peuple de l'Asie, ce peuple élu parmi lequel le Divin Sauveur avait voulu naître et mourir, aurait la mission de le répandre jusqu'aux limites de la terre. Et même lorsqu'il était devenu évident que ce peuple avait failli à cette mission, c'est en Asie et en Afrique que se multipliaient le plus rapidement les grands foyers de la vie chrétienne, pour ne mentionner que les patriarcats d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, tandis que celui de Constantinople s'établissait aux confins entre l'Europe et l'Asie.

Mais comme en prévision du fait historique que l'un après l'autre tous ces patriarcats orientaux et en général tout le domaine asiatique et africain de la première expansion du christianisme tomberaient sous la domination musulmane, le centre de l'Eglise s'était déjà définitivement fixé à Rome. Et comme en compensation des pertes que la civilisation chrétienne subissait au delà de la Méditerranée, un magnifique élan missionnaire lui gagna, au cours du premier millénaire de notre ère, presque tous les peuples européens qui étaient restés en dehors de l'Empire créé par la Rome païenne.

La communauté chrétienne s'identifia ainsi, pendant de longs siècles, avec une Europe à la fois une et diverse. Mais de cette identification temporaire qui, aux yeux du chrétien, était le plus grand privilège possible, de ce don pour ainsi dire gratuit que la Providence avait fait à l'Europe, résulta pour celle-ci une double responsabilité qui se dégage clairement de la définition récente de la Mission de l'Europe, donnée par le successeur de saint Pierre.

C'est d'abord la responsabilité, la tâche immédiate et quotidienne à travers toute l'histoire, de faire des principes chrétiens la base de sa propre existence, dans la vie individuelle comme dans celle de chaque nation européenne, et finalement dans celle de toute la communauté européenne. Etant donné l'origine même de cette communauté et les différences parmi ses membres — différences qui donnent à la civilisation européenne son caractère unique et sa richesse exceptionnelle —, la tradition chrétienne était pour l'Europe le seul élément d'unité incontestable et l'essence de cet esprit européen qui autrement serait tout à fait indéfinissable.

Les crises successives de la civilisation européenne s'expliquent non seulement par le fait qu'elle n'a jamais rempli intégralement cette première tâche assez difficile en elle-même, mais aussi par la circonstance véritablement angoissante que cette même Europe chrétienne devait faire face simultanément à une deuxième responsabilité. Dans ses relations extérieures avec



les autres parties du monde, il s'agissait certes, en premier lieu, de défendre ce qu'on appelait jadis la République chrétienne contre des agressions, voire des invasions qui, à travers les Détroits de Gibraltar et de Constantinople et à travers la grande zone de transition entre l'Europe et l'Asie, au nord de la Mer Noire et du Caucase, pénétraient de temps en temps jusqu'au cœur de l'Europe et détachaient d'elle passagèrement de vastes régions. Mais cette tâche négative retardait aussi l'accomplissement

(Suite page 6)

LA MISSION DE L'EUROPE

par OSCAR HALECKI

Les bases indispensables d'une Communauté européenne

par ROBERT SCHUMAN

On commettrait une erreur et on serait victime d'une illusion dangereuse si on croyait que pour faire l'Europe il suffirait de créer des Institutions européennes. Ce serait un corps sans âme. Ces institutions devront être animées d'un esprit européen, tel que Sa Sainteté Pie XII vient de le définir devant les membres du Collège de l'Europe à Bruges, le 15 mars dernier.

Les peuples participant à une Communauté européenne devront avoir conscience de leur solidarité et placer leur confiance dans leur mutuelle coopération.

Toutefois, entre nations qui hier encore s'affrontaient comme ennemies, l'éclosion de tels sentiments sera lente et difficile; elle sera contrariée non seulement par les souvenirs d'un passé récent, mais aussi par des erreurs, des maladroites et parfois des provocations voulues, enfin par les appréhensions visant l'avenir. Autant de raisons que nous avons d'aboutir rapidement.

Il faut d'abord vouloir l'union en se persuadant de sa nécessité; ensuite la mettre en œuvre dans un secteur limité mais important, ainsi que cela a été le cas pour la production du charbon et de l'acier. Les rapports qui s'établissent ainsi entre les hommes du monde politique et du monde des affaires, la communauté d'intérêts et d'action qui s'organise entre individus et nations, tout cela constitue une excellente école où s'apprend l'esprit européen par la pratique des choses, par une sorte de méthode directe, chère aux pédagogues. La démonstration se fait ainsi tous les jours et la conviction s'établit qu'il n'est pas d'antagonisme irrémédiable et que la coopération est profitable à chacun.

Ce ne sont là, il est vrai, que des considérations d'intérêts, émanant d'un pragmatisme utilitaire. Elles ont leur importance et il ne faudrait pas en sous-estimer la valeur. Il est en effet nécessaire que les relations pacifiques entre nations européennes ne reposent plus exclusivement, comme par le passé, sur des engagements juridiques qu'il est trop facile de renier ou d'oublier. Nous voulons précisément y surajouter la garantie d'un enchaînement des intérêts et d'une permanence des institutions...

Il faut reconnaître, toutefois, qu'une grande idée doit s'asseoir sur des fondements plus profonds, sur les valeurs spirituelles dont le Pape a souligné l'importance primordiale, dans un exposé lumineux.

Pour cela, il faudrait d'abord réhabiliter ces valeurs que le matérialisme et l'égoïsme ont reléguées de notre vie nationale où prédominent la méfiance, la peur et la haine, sources de désagrégation et de paralysie.

Notre objectif doit être d'établir une communauté spirituelle entre les hommes et entre les nations.

Ceci signifie d'abord qu'il faut se connaître et se comprendre. D'où la nécessité de multiplier les rencontres personnelles, les échanges entre étudiants et entre professeurs, entre syndicalistes et entre dirigeants et responsables, et non seulement à l'occasion de congrès et de voyages d'études, mais sur le plan humain, où l'âme puisse trouver son compte, où se révèlent les qualités du cœur, les valeurs familiales autant qu'individuelles, les énergies actuelles et la richesse des traditions.

Ces contacts et expériences sont autre chose que des agréments touristiques. Ils préparent consciemment et patiemment la coopération entre les nations qui, jusqu'à présent, persistaient à s'ignorer, à se confiner dans un dangereux repliement sur elles-mêmes, propice à l'orgueil nationaliste et aux préjugés délétères. Voilà un premier devoir. Un second consiste à rechercher en tout ce qui se dit et ce qui s'écrit les facteurs qui unissent, au lieu de souligner systématiquement ceux qui opposent. Dans le domaine des intérêts il y aura toujours des conflits qu'on cherchera à résoudre par la méthode indiquée plus haut. Dans le domaine des idées, des aspirations intellectuelles et spirituelles, les heurts sont moins âpres, les accommodements plus faciles et moins fragiles. Après les effroyables catastrophes des deux guerres mondiales, et en face de menaces nouvelles, c'est avant tout l'idée de paix, la volonté de paix qui forme le trait d'union et un solide point de départ. La paix, non pas comme notion abstraite ni comme velléité sentimentale, mais comme entreprise longue et laborieuse, à laquelle tous devront s'attacher.

Ceux qui ont le bonheur de pouvoir y contribuer, par leur esprit de fraternité fondé sur une conception chrétienne de la liberté et de la dignité humaine — seront parmi les meilleurs artisans d'une Europe ainsi renouée et unie.

L'EUROPE A-T-ELLE TRAHI ?

par ALBERT MENOUD

S'il est une question qui doit se poser à la conscience du chrétien européen, c'est bien celle de ce titre. L'Europe a-t-elle trahi le patrimoine chrétien qui lui donna sa valeur particulière, son énergie intellectuelle et spirituelle, sa physionomie unique parmi les autres régions de la terre ?

Cette question a son importance. Non seulement sa réponse peut être l'occasion d'un examen de conscience européen, d'ailleurs précieux en lui-même, mais surtout elle sera une donnée fort précise pour définir les tâches d'avenir qui nous attendent, nous, Européens de la seconde moitié du XX^e siècle, dans l'organisation des terres que nous habitons.

Pour y répondre il importe de jeter un regard en arrière vers le passé européen dans ses rapports avec le christianisme, puis d'essayer de caractériser l'époque actuelle sous ce même rapport. Une courbe apparaîtra, une évolution précise ne manquera pas de nous frapper : autant de données qui seront utiles à l'universitaire d'aujourd'hui pour orienter son action de chrétien dans les conditions temporelles si particulières actuellement.

Sans doute, il n'est point question de tirer fautive vanité ou fierté irraisonnée de ce que les débuts du christianisme, après les événements de Palestine, se soient déroulés dans ce qui était, il y a vingt siècles, le cœur de l'Europe : Rome.

Pourtant, le fait historique de la liaison impénétrable du Siège de l'apôtre Pierre et de la capitale de l'empire des Césars est bien plus qu'une circonstance résultant des nécessités de l'apostolat des premiers siècles. Nous ne saurions mettre en doute les responsabilités particulières envers le christianisme qu'ont les nations en qui la religion du Christ trouva ses premiers saints, ses premiers martyrs, ses premiers confesseurs. Une telle responsabilité, pour qui le nom de mission, de vocation peut être à juste titre utilisé, n'implique pas certes une confusion entre le spirituel et le temporel. Ce n'est point la capitale de l'Italie politique qui est le centre du christianisme, mais ce centre reste la Personne elle-même du Christ. Ce n'est pas une nécessité absolue que le Siège de Pierre soit toujours occupé à Rome même par le Souverain Pontife. Pourvu que la succession soit régulière d'un Evêque romain à l'autre, le Pape pourrait ne point résider à Rome, dont il resterait pourtant l'Evêque en titre. Ce n'est pas, enfin, une absolue nécessité que les nombreuses formes liturgiques, musicales, artistiques, qui ont pénétré au cœur de l'Eglise par l'admirable culture italienne, lui restent si unies dans les siècles à venir : l'Eglise est surnaturelle et, préoccupée de sauver les hommes, est prête à laisser bien des réalisations fort belles pour parer aux nécessités d'une mission rendue

(Suite page 6)

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans ce numéro destiné à aider à faire connaître l'Europe sous ses différents aspects (spirituel, culturel, politique, social...), il nous a semblé opportun de publier ces quelques notes qui définiront certains termes, expliqueront le schéma des institutions et des mouvements, démentiront un peu ce qui, pour le profane, apparaît être un imbroglio sans fin. Parmi les initiatives de plus en plus nombreuses lancées par tous ceux qui « militent » pour l'Europe, nous n'avons retenu que celles qui semblaient devoir intéresser en premier lieu nos lecteurs.

COLLÈGE D'EUROPE

Institution d'enseignement spécial post-universitaire qui enseigne diverses disciplines européennes, telles que l'histoire, la géographie, les sciences écono-



... Bâtissons la maison de l'Europe que nous habiterons demain

miques et politiques, la littérature. Son année académique est divisée en trimestres. Elle fut fondée en 1949 à Bruges, en Belgique, sur l'initiative du Congrès de La Haye de 1948. Son fondateur est Henri Brugmans, recteur actuel du Collège.

D'après les statuts, peuvent être admis au Collège les jeunes Européens ayant entre 21 et 31 ans qui sont porteurs d'un diplôme universitaire ou qui ont fait, avec succès, au moins deux années d'études supérieures. Les demandes des candidats peuvent être déposées auprès des Comités nationaux du Mouvement européen. Les différents gouvernements accordent des bourses d'études aux candidats sélectionnés par leurs soins.

Le Collège édite une intéressante revue de contributions scientifiques : *Les cahiers de Bruges — Bruges Quarterly*.

UNIVERSITÉ DE L'EUROPE LIBRE EN EXIL

L'Université de l'Europe libre en exil, créée à Strasbourg, en automne 1951, sur l'initiative du Congrès pour la liberté de la culture, qui a eu lieu à Berlin en juin 1950, a comme but de permettre à un certain nombre de jeunes réfugiés d'au delà du rideau de fer de poursuivre leurs études, afin qu'au moment de l'instauration de régimes libres dans leurs pays, ceux-ci puissent disposer d'experts et de techniciens formés dans l'esprit de la démocratie et de la liberté.

Les moyens financiers nécessaires sont mis à sa disposition par le « Comité national d'une Europe libre » de New-York. Du point de vue de son statut académique, l'Université de l'Europe libre en exil est considérée comme un Collège rattaché à l'Université de Strasbourg; tous ses pensionnaires doivent être inscrits, par conséquent, à celle-ci.

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE LA SARRÉ

L'Université européenne de la Sarre fut fondée à Sarrebruck, en 1950. Elle contient quatre facultés : Lettres, Droit et Sciences économiques, Sciences, Médecine. Elle fut constituée sur la base de l'Institut d'Études supérieures de Hombourg (Sarre), qui existait depuis 1947.

C'est une Université normale, mais la composition du corps enseignant (les professeurs appartiennent à dix nationalités différentes) et l'emploi de deux langues d'enseignement (française et allemande) lui donnent un caractère européen. Elle est ouverte aux étudiants de tous les pays.

A l'Université européenne de la Sarre est rattaché l'Institut d'Études européennes de la Sarre. Il s'applique aux différents domaines de l'enseignement européen (histoire des religions, littérature comparée, art comparé, histoire comparée des civilisations, droit comparé, etc.). Les études auxquelles tout étudiant, préalablement inscrit à l'Université de la Sarre, peut participer, sont réparties en deux ans : il faut accomplir au moins deux semestres pour obtenir un diplôme d'Études européennes. A l'issue de la deuxième année, les candidats peuvent présenter une thèse, portant sur un sujet d'ordre européen, en vue du doctorat. Un certain nombre de bourses sont offertes par le gouvernement sarrois aux étudiants étrangers.

Vers une véritable communauté internationale

par le R. P. JEAN DE LA CROIX KAELIN, O. P.

Les réflexions suivantes se situent au plan non de la technique politique, mais de la philosophie politique¹.

A l'heure où les techniciens se préoccupent de donner à l'Europe un nouveau visage politique, il importe que l'opinion publique, et principalement ceux qui peuvent exercer une influence active sur l'opinion, soient conscients des lois profondes qui régissent l'évolution des sociétés nationales vers une communauté européenne et, à plus longue échéance, vers une communauté mondiale, et des exigences requises pour que cette évolution, difficile et délicate, se déroule non pas au dam de la paix, mais à son service et au service de la liberté.

Dans cette perspective, deux points nous paraissent essentiels à éclairer : 1° les limites de l'autonomie de l'Etat; 2° la nécessité d'une conscience politique élargie.

I. Le mythe de la « souveraineté » de l'Etat

Les premières difficultés que rencontre la constitution d'une communauté européenne tiennent à une fausse conception de l'Etat. M. de Visser, dans *l'Etat moderne, un danger pour la paix*, montre comment la notion de la personnalité juridique de l'Etat a donné une apparence de bien-fondé au mythe de l'Etat-Personne. Ce mythe était déjà présent sous les conceptions des anciens rois et de leurs droits souverains, mais Hegel viendra lui conférer sa pleine expression métaphysique.

Pour une saine philosophie politique, exprimée admirablement en ses principes par saint Thomas dans le *Traité des Lois*, l'Etat doit être envisagé comme une partie du corps politique², la partie dirigeante certes, mais au service du corps politique. Il est revêtu de l'autorité suprême, non pas de par son propre droit ni pour sa propre cause, mais en raison du bien commun et pour celui-ci. Au lieu de cela, l'Etat moderne s'est conçu comme un tout, un absolu, surimposé au corps politique, l'absorbant parfois, le régissant au besoin despotiquement au nom d'un droit soi-disant souverain, c'est-à-dire, à parler strictement, séparé et situé au-dessus de ce corps politique, n'ayant par conséquent de compte à rendre qu'à lui-même. On a vu les beaux monstres que l'Etat-Absolu de Hegel a pu mettre au monde en notre siècle du fascisme, du nazisme ou du stalinisme!

En réalité, c'est non de la souveraineté de l'Etat qu'il faudrait parler mais de son autonomie (relative), ou plus exactement de l'autonomie du corps politique. On rejoint par là le concept ancien de la « société parfaite ». Est parfaite la société qui peut assurer par elle-même sa propre paix, à l'intérieur et à l'extérieur, tout en donnant aux communautés qu'elle renferme et à chacun de ses membres l'ensemble des biens qu'ils attendent de la société pour leur épanouissement humain.

Or de fait, dans le monde actuel, cette pleine autonomie des corps politiques n'existe plus. Les nations sont économiquement dépendantes les unes des autres et le deviendront chaque jour un peu plus. Il ne leur est pas davantage

possible d'assurer la paix par elles-mêmes, la paix qui est le premier bien d'une nation.

M. Mortimer Adler fait remarquer avec pertinence que cette interdépendance des nations est actuellement plutôt un facteur de guerre qu'un facteur de paix. Tant que les nations continuent à vivre sur le présumé de leur pleine autonomie politique, l'interdépendance économique ne peut qu'exaspérer les oppositions et les rivalités entre elles. Il importe donc souverainement à l'avenir pacifique du monde que les nations prennent conscience du fait qu'elles ne possèdent plus pratiquement leur autonomie de sociétés parfaites, et acceptent, en vertu d'un consentement libre, de constituer ensemble une société parfaite à l'échelle mondiale, à l'intérieur de laquelle chacune, selon sa vocation, continuerait à s'épanouir selon ses richesses et son héritage propre.

Sans doute cela ne va pas sans renoncement. Mais en renonçant à l'autonomie totale, les Etats abandonneraient quelque chose qu'ils ne possèdent plus, qu'ils le veulent ou non. Ils conserveraient, par contre, le bien de la paix, dans laquelle seule leurs peuples pourront faire fructifier les valeurs humaines enfouies dans l'héritage national. Car les communautés nationales ne disparaîtront pas. Elles garderont leur visage propre. Mais ce visage ne sera plus déformé par le masque de la faim — ou l'opulence —, ni par celui de la peur, comme il l'est aujourd'hui pour trop de peuples.

II. Une conscience politique élargie

Si les conditions du monde moderne conduisent fatalement l'humanité vers un statut politique nouveau, ce changement ne se fera sans catastrophe que si les hommes comprennent qu'ils doivent le vouloir ensemble, librement.

On pourrait certes imaginer la création d'un organisme gouvernemental supranational, d'un Super-Etat, qui prendrait en main la direction du monde, avant même qu'existe une communauté mondiale. En réalité, on retrouverait alors le monstre de l'Etat surimposé du dehors à la vie des Etats particuliers, d'un Etat ignorant du corps politique — inexistant en l'hypothèse — et séparé de lui, d'une espèce de dieu nouveau à la voracité et à l'arbitraire duquel les peuples seraient voués. L'équilibre d'un tel Super-Etat ne serait jamais qu'artificiel. Il résulterait plus des tensions rivales qu'il exerce sur lui de la part des Etats, et notamment des plus forts, que d'un bien commun mondial qui aurait été reconnu par les nations et dont ce gouvernement serait le défenseur. En effet, un Etat sans corps politique ne peut avoir comme bien à défendre que son bien propre comme séparé du bien commun du corps politique.

Pour que soit écarté ce péril, il faut que la conscience politique des hommes et des peuples soit élargie. Ce que les lois économiques sont en train d'opérer en vertu d'un processus irrésistible et déterminé, la raison humaine doit librement le vouloir, sous peine de voir ce monde qui, économiquement, est de plus en

plus un, devenir politiquement, moralement, de plus en plus divisé.

S'ils ne le sont pas librement pour une tâche positive commune à l'échelle mondiale, les hommes seront ensemble de force, par le simple jeu de l'évolution économique, ou par la crainte du pire. Mais les données matérielles n'ont jamais été par elles-mêmes facteur d'unité. La crainte de la guerre atomique peut bien être l'occasion pour les hommes de songer sérieusement aux conditions nouvelles faites à l'humanité et à l'urgence d'une solution; elle n'est pas le ciment de l'unité. L'amitié civique, le vouloir-vivre-ensemble pour un bien commun plus large, voilà seul ce qui peut former une communauté. Dès l'instant où les hommes auront compris qu'une juste paix est le meilleur bien des peuples et que sans elle l'homme ne jouit pas de son meilleur bien qui est la liberté, quand ils auront compris que la paix deviendra de plus en plus impossible en dehors du consentement concerté de toutes les familles humaines, ils seront décidés à souffrir ensemble pas mal de sacrifices pour que les peuples divers arrivent à former, malgré leurs diversités, un peuple un.

Sans doute, il serait vain d'attendre que tous les hommes ou même que la majorité d'entre eux deviennent conscients de ces choses. Du moins faudrait-il que le deviennent tous ceux qui, dans chaque peuple, et à tous les niveaux de la société, représentent les aspirations les plus pures et les plus nobles de leurs frères, les aspirations qui restent, chez la plupart, ou inexprimées quoique présentes, ou étouffées par l'égoïsme.

L'unité de la famille humaine, il ne lui suffit plus, dans les conjonctures actuelles, d'être un simple donné de nature, contredit d'ailleurs par les égoïsmes multiples des individus et des nations. Il faut qu'elle soit comme reprise par la raison et la liberté des hommes. Qu'elle devienne l'œuvre des hommes, l'œuvre de leur bonne volonté. Unité recrée au niveau de la liberté pour une tâche commune à accomplir ensemble, pour un bien commun dépassant le bien commun des nations particulières, organisée par conséquent intérieurement par ce vouloir-vivre-ensemble, puis extérieurement par des lois chargées de diriger cette société nouvelle vers le bien commun nouveau d'un peuple répandu sur toute la terre. Unité respectueuse des diversités propres aux multiples familles humaines, dans la mesure où ces diversités sont elles-mêmes respectueuses de la paix et de la liberté de tous.

Ainsi surgirait au lieu de l'humanité actuelle dont l'unité n'est formée que par les contraintes économiques et par une commune angoisse devant le spectre menaçant d'une guerre totale, un corps politique mondial, avec son gouvernement et ses lois, dont la tâche serait de conquérir la paix du monde et d'assurer la liberté de l'homme.

Un tel idéal est-il utopique au point que d'y prêter attention soit déjà une perte de temps? Nous ne le pensons pas, car il est postulé à la fois par la nature et par la raison. L'utopie serait d'en attendre une réalisation prochaine et facile. En fait, il ne s'accomplira qu'à travers beaucoup de souffrances et de sacrifices, ceux-là mêmes que requiert une solidarité qui doit embrasser tous les peuples, de l'une à l'autre extrémité du monde. Sans doute sommes-nous mal préparés à ces sacrifices. La minorité des riches (individus et peuples) étant la plus attachée au profit. Mais que des hommes de plus en plus nombreux s'éveillent à la conscience de l'unité nouvelle à créer entre les peuples, qu'ils fassent retentir cet appel s'ils le peuvent jusque dans la machine de l'Etat, qu'ils s'efforcent surtout d'en faire passer autour d'eux l'idée, que peu à peu grâce à eux une mentalité se forme dans la nation qui oblige les gouvernements à renoncer à une autonomie qui leur a déjà échappé pour reconnaître au-dessus du bien commun particulier l'exigence d'un bien commun mondial à promouvoir et sans lequel le bien commun de leur peuple sera lui-même mis gravement en péril; que se fasse donc ce lent et obscur travail en faveur d'une conscience politique élargie, et peut-être alors un jour — sera-ce sous la menace d'un conflit effroyable? — un sursaut de ce qu'il y a de plus généreux, de plus sensible à l'humain dans l'homme, inclinera la volonté des Etats vers la sagesse. Mais que les Etats le veulent faire sans qu'il y ait au moins des commencements actifs dans les peuples, ce serait risquer fatalement le monstre d'un Super-Etat sans corps politique, sans peuple un.

¹ Cf. entre autres : MORTIMER ADLER : *How to Think About War and Peace*; JOHN U. NEY : *La Route de la guerre totale*; FERNAND DE VISSCHER : *L'Etat moderne, un danger pour la paix*; ROBERT M. HUTCHINS : *St. Thomas and the World State*, et surtout JACQUES MARITAIN : *Man and State*.

² Le corps politique est le peuple en tant que constitué organiquement, tendant vers le bien commun de la multitude qui le compose. Le bien commun assure son unité, la justice sa première condition d'existence, l'amitié civique son âme.

Les jeunes et l'Europe

CONNAISSEZ-VOUS LA JEUNESSE FÉDÉRALISTE ?

Elle a eu longtemps la réputation d'une jeunesse folle, entraînée par l'idéal à la poursuite d'une utopie. Lorsqu'en 1947 les premiers groupes fédéralistes se constituèrent dans les universités de l'Europe, à Paris, à Cambridge, à Fribourg, à Turin, l'idée d'une communauté des peuples passait encore pour insensée. Les échos des séances des Nations-Unies avaient emporté les dernières illusions; partagé en deux blocs, le monde paraissait destiné à vivre selon les lois du plus fort.

Les jeunes de l'Europe, dans leur grande majorité, avaient perdu la capacité de s'enthousiasmer pour les choses de la politique. Où avait-elle mené leurs pères? Les drapeaux nationaux qu'ils avaient arborés étaient revenus déchirés ou salis par la guerre. Les sacrifices consentis avaient entraîné l'effondrement des patries nationales unies dans la même catastrophe. Les ruines, la misère et leurs conséquences idéologiques accablaient vainqueurs et vaincus. Dans la peur du Russe, l'Europe en était réduite à vivre de la charité de l'Américain. S'interrogeant avec angoisse sur l'avenir, le jeune Européen de 1945 n'y voyait guère de raison d'espérance. Sollicité par d'innombrables partis ou mouvements, il refusait de s'engager, n'entrevoquant jamais qu'une parcelle de vérité, dégoûté par l'abus que la politique faisait de son idéal. Ce scepticisme le mena peu à peu à l'indifférence et au mépris de l'ordre social existant. Cherchant un refuge par delà une société ingrate, il le trouva dans le sport, dans l'étude ou plus complètement dans les convictions religieuses. Mais la renaissance spirituelle constatée depuis la guerre n'est pas parvenue à engager les jeunes dans la marche du monde. Le culte de l'individu et des valeurs de civilisation a même pu devenir un grave danger, en privant la société d'une précieuse élite qui se déroba dans les tours d'ivoire.

Les premières cellules fédéralistes naquirent précieusement de ce malaise observé dans tous les pays de l'Europe libre. Elles furent essentiellement une réaction contre l'apathie et le pessimisme, un désir de régénérer les institutions démocratiques, l'explosion de joie d'une

sémentation de ce malaise observé dans tous les pays de l'Europe libre. Elles furent essentiellement une réaction contre l'apathie et le pessimisme, un désir de régénérer les institutions démocratiques, l'explosion de joie d'une



Manifestation fédéraliste de Turin, 1^{er} août 1952

jeunesse qui avait retrouvé dans la fraternité une raison d'espérance.

A vrai dire, le fédéralisme avait eu depuis toujours des adhérents fidèles : la décentralisation administrative, le maintien des autonomies locales ou provinciales et l'octroi d'une plus grande liberté aux communes faisaient l'objet des études des théoriciens et de nombreux hommes politiques de divers pays. Mais cette doctrine n'intéressa les jeunes que le jour où apparut clairement la possibilité de l'appliquer à l'échelle européenne.

Jean-Baptiste de Weck.

(Suite page 4)

UNITÉ ET DIVERSITÉ DE L'EUROPE

Par DENIS DE ROUGEMONT

Beaucoup pensent aujourd'hui que l'Europe est trop diverse pour qu'on puisse l'unir. Elle eut, disent-ils, son unité spirituelle au moyen âge et elle avait atteint au début de ce siècle une espèce d'unité matérielle : le voyageur pouvait la traverser de Madrid à Berlin ou d'Athènes à Stockholm sans souci de « devises » ni de passeport ; la carte de visite suffisait. Mais aujourd'hui ! Barrières douanières, quotas, visas, protectionnisme, méfiance universelle, nationalismes exacerbés par les souvenirs de deux guerres : où trouver dans tout cela un dénominateur commun, et que venez-vous parler d'union, quand l'unité foncière a disparu ? Il serait fou, et il est impossible de fondre nos diversités de langues, de religions, de nationalités, de partis politiques et d'intérêts, dans une espèce d'espéranto totalitaire...

Cette vision pessimiste de notre sort repose sur deux graves confusions. En effet, l'absence actuelle d'union ne signifie pas que l'unité millénaire de l'Europe n'existe plus. Ensuite, il faudrait distinguer entre nos divisions présentes et nos diversités traditionnelles. Les premières causent notre misère, et doivent être à tout prix surmontées ; les secondes ont produit nos vraies richesses, et la meilleure raison de nous fédérer, c'est que seule l'union fédérale peut les sauver et les garantir dans notre siècle.

Mais d'où proviennent ces confusions courantes ? Ce qui fausse notre optique moderne, c'est le phénomène national. L'esprit jacobin, devenu plus tard l'esprit nationaliste, pour aboutir de nos jours à l'esprit totalitaire, nous a fait croire que l'unité et la diversité étaient des réalités contradictoires ; que nos divisions nationales étaient sacrées ; et qu'en conséquence l'union fédérale de nos pays, sauvegardant leurs diversités, était une réverie condamnable doublée d'une erreur de logique.

Il est aisé de répondre à ces sophismes par un exemple bien connu, et par un rappel à l'histoire.

Logique ou non, la Suisse existe, réputation vivante de toutes les théories nationalo-totalitaires.

Et l'Histoire nous enseigne que le nationalisme, au sens précis et néfaste du terme, n'a sévi que pendant un siècle et demi sur les 2000 ans de notre ère. Le phénomène de la nation fermée, imposant la limite d'une langue à des réalités toutes différentes, comme l'économie, les échanges, la défense, la géographie, se réduit à une tranche très mince de l'immense aventure humaine.

Ce manque d'épaisseur historique du nationalisme suffirait à nous rendre méfiants, lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur l'avenir, comme dans le cas de l'union de l'Europe. Mais il y a plus. Il est parfaitement clair que la Nation, au sens dix-neuviémiste du mot, est une forme d'association périmée à bien des égards. Il n'est pas une nation de l'Europe d'aujourd'hui qui puisse se dire indépendante, soit pour sa production, soit du point de vue de sa défense. Qu'en est-il du point de vue de la culture, qui fut l'élément décisif pour la formation de nos nations ?

Les faits historiques les mieux établis et les plus faciles à vérifier démontrent le peu d'importance réelle de nos différences nationales. Pour peu que l'on compare l'ensemble des pays de l'Europe à d'autres continents, comme l'Asie, l'Afrique ou l'URSS, les caractères communs à tous nos peuples apparaissent aussitôt mille fois plus importants que nos différenciations récentes.

Nous voyons tout d'abord une religion commune, avec toutes ses subdivisions qui portent un air de famille. (Les textes des liturgies de communion romaine, anglicane, luthérienne et même calviniste ont tous la même structure, à très peu de phrases près. Nous l'ignorons, mais c'est un fait.) Les réactions parfois violentes au christianisme

(athéisme, anticléricalisme) ou bien imitent à rebours ce qu'elles combattent, ou bien prétendent faire mieux mais dans le même sens éthique : dans l'un et l'autre cas, le langage est le même, il dérive de la théologie, fût-ce à travers Hegel et Marx. De Kierkegaard à Heidegger, puis Sartre, les mêmes concepts, proprement impensables hors du champ de l'influence chrétienne, se regroupent, s'opposent et se regroupent. Nos formes d'expression sont identiques, qu'il s'agisse du sonnet,



Denis de Rougemont s'adresse aux participants des Rencontres de Foyers de Culture. Reims 1952 (à s. g., Roger Millot, ex-président de Pax Romana-MIIC).

dans toutes les langues d'Europe, du roman (dérivé de *Tristan*), du tableau de chevalet ou de l'opéra, du concerto, de la symphonie ou de la façade d'un palais. Nos modèles d'organisation de la vie sociale ou politique dérivent tous de Rome et de l'Eglise : au commencement furent la paroisse et la commune, totalement inconnues de l'Orient ; les Synodes et le Sénat, d'où viennent nos parlements. Rien ne se ressemble plus que nos folklores, prétendus « nationaux » par la science démodée de Herder et des romantiques mais dont la science actuelle tire au contraire ses meilleurs arguments pour démontrer l'unité foncière de

nos peuples. Ni la musique ni la peinture, créations typiques de l'Europe, n'ont jamais été nationales : elles furent des œuvres collectives, passant de foyers en écoles, du sud au nord, à l'ouest puis à l'est, au cours des âges sans frontières. Et enfin, et surtout, ce que nous avons de commun, c'est une certaine passion de différer, une certaine manière de dire « moi », et de nous distinguer ainsi de la tribu ou du corps magique collectif. Découverte par la Grèce avec l'individu, socialisée par Rome avec le citoyen, consacrée par l'Eglise romaine et la Réforme avec leur notion de la personne, cette manière de se croire et de se sentir unique, caractérise l'homme européen, quelle que soit d'ailleurs sa naissance, et le rend différent de l'Hindou qui est d'une caste, de l'Africain qui est d'une tribu, non moins que du Soviétique conditionné par les décrets du « déterminisme historique ». L'Asiatique a toujours recherché la perte du moi dans le Tout. Le Soviétique n'a plus le droit de dire « je » que lorsqu'il s'avoue criminel. L'Européen seul a placé la personne au-dessus de la collectivité.

Comparées à la communauté fondamentale et millénaire de nos structures de pensées, de nos formes d'expression et de nos types d'organisation sociale et politique, nos divisions présentes perdent leur profondeur et se révèlent éphémères. Au contraire, nos diversités redeviennent alors un trait fondamental du mode de vivre européen : chez nous seulement elles ont été admises (« Il y a plusieurs demeures... »), protégées et aimées en tant que vocations. Et c'est à leur dialogue, parfois à leurs conflits, que l'Occident doit ses plus belles créations. Certes, l'école par ses manuels d'histoire, le journal par son exploitation des préjugés reçus de l'école, certaine littérature aussi pour laquelle tout ce qui est national est sacré, entretiennent un esprit nationaliste qui n'est plus gagé sur les faits, sur les diversités vivantes, et qui freine l'union nécessaire. Qu'un tel nationalisme survive à ses raisons, en perdant ses racines dans la réalité, cela ne signifie pas qu'il ait cessé de nuire. Les écrivains — poètes et philosophes — qui ont tant fait pour le fomentier au début du XIX^e siècle, pourraient beaucoup, de nos jours, pour nous en délivrer. Entre l'agoraphobie du nationalisme et la claustrophobie du cosmopolitisme, il y a place pour un réalisme.

LA RESPONSABILITÉ DES INTELLECTUELS

Par P.-HENRI SIMON

Toute nation et, plus généralement, tout grand ensemble politique est, en dernière analyse, une conscience. C'est un fait de conscience, le renforcement d'une volonté commune et d'une amitié, qui, d'une collectivité, fait une communauté ; et, aussi longtemps que celle-ci ne s'est pas forgée dans les âmes, on doit considérer comme fragile toute architecture qui n'est que dans les lois.

Il n'y aura donc d'Europe qu'autant qu'il existera une conscience européenne ; et il va sans dire que les intellectuels, spécialement ceux dont c'est la mission d'enseigner et de former les esprits, ont un rôle de première importance à jouer, négativement pour combattre les préjugés particularistes qui opposent les prétendus intérêts nationaux à celui de la grande nation européenne, et positivement pour élaborer et diffuser une culture où s'enracine et se nourrit un patriotisme européen.

On doit même dire davantage. Généralement, l'unité des nations commence par se faire dans des événements et au moyen d'actes politiques — conquêtes, unification guerrière ou pacifique, absorption ou fédération —, et l'unité nationale apparaît ultérieurement, comme le résultat d'une solidarité concrète, d'une participation aux mêmes lois et aux mêmes destinées ; mais il est probable qu'un tel procédé ne pourra pas jouer pour l'Europe. En effet, celle-ci se présente comme une coexistence de nations profondément personnalisées par l'histoire, diverses de races, de croyances et de structures, et jalouses d'une indépendance souveraine qui a été la condition séculaire de leurs réussites. Il semble exclu que l'unité puisse se faire d'abord par une voie de contrainte politique, quelle qu'elle soit : ni Napoléon ni Hitler n'ont réussi à construire une Europe fondée sur l'hégémonie d'un Etat, même en l'appuyant sur l'idéologie d'un parti. Il faudra donc, si l'unité de l'Europe doit se faire, qu'elle soit sentie comme nécessaire, voulue par les peuples. Je dis : voulue par les peuples, et non seulement par les gouvernements ou par les élites dirigeantes, car l'enracinement de la démocratie dans le monde occidental est tel qu'on ne peut imaginer que des décisions politiques importantes puissent être prises sans un large assentiment de l'opinion éclairée et, plus généralement, de la conscience populaire. En d'autres termes, le patriotisme européen ne sera pas le résultat d'une unification politique de l'Europe, comme le patriotisme français, par exemple, est né peu à peu du rassemblement de la France par la Monarchie : le patriotisme européen devra être l'antécédent et la cause de la cons-

truction politique de l'Europe ; il sera d'abord volonté de la construire, prise de conscience d'une solidarité d'intérêts et de culture qui devra précéder l'organisation institutionnelle, et celle-ci ne pourra naître que d'un consentement. Les données sont telles que le fait de conscience devra être premier : il faudra que la communauté — volonté de vivre ensemble, amitié éprouvée, adhésion aux valeurs communes — précède la collectivité, l'unité organique sous un même pouvoir.

D'où l'appel secrètement lancé par l'histoire en puissance d'être vers les « clercs », professeurs, écrivains, éducateurs, vers tous ceux dont c'est la mission de penser les idées prégnantes des événements futurs, d'infléchir le destin par les impulsions de l'esprit. Qu'il ne soit pas utopique de leur attribuer cette puissance, il suffit de songer, pour s'en persuader, à ce que les spéculations des philosophes, de Fichte à Maurras, les synthèses des historiens, de Michelet à Gobineau, le lyrisme des poètes, de Manzoni à Barrès ont pu, au cours du XIX^e siècle, pour fomentier le nationalisme allemand, français, ita-

lien. Il n'a jamais fallu beaucoup de temps pour que ces hautes flammes répandissent leur chaleur dans l'enseignement des universités et jusque dans les plus humbles écoles primaires, où elles produisaient les effets les plus massifs et les plus durables.

Faut-il craindre que l'idée européenne ne soit trop vague, trop fuyante et trop artificielle pour former la base d'une culture et pour donner l'élan à un enthousiasme constructif ? Il est vrai que l'Europe n'est que confusément une expression géographique, et qu'elle a donné au cours des siècles le spectacle d'un monde déchiré et divisé. Mais n'a-t-elle pas eu constamment un seul destin ? Depuis la chute de l'Empire romain et les invasions barbares jusqu'aux grandes guerres du XX^e siècle, en passant par la féodalité, les grandes découvertes de la fin du moyen-âge, l'expansion du capitalisme, la naissance de l'industrialisme et les bouleversements sociaux qui en ont résulté, les peuples européens n'ont-ils pas fait ensemble la même route, subi les mêmes épreuves, rencontré les mêmes problèmes, souvent hélas ! commis les

mêmes péchés, mais aussi participé à la même grandeur ?

C'est dans le domaine de la culture que la solidarité de l'Europe apparaît éblouante : l'unité spirituelle de la chrétienté médiévale, le fait de la Renaissance, l'épisode du baroque, la synthèse de l'esprit classique, la crise de conscience magistralement analysée par Paul Hazard pour la période de 1680-1715, ont été des faits largement européens ; et de la même manière le Préromantisme et le Romantisme, le positivisme scientifique du XIX^e siècle, la crise du Symbolisme au début de l'âge contemporain. Si l'on regarde les choses par le détail, rien de plus curieux et de plus facile à montrer, par exemple, que la simultanéité avec laquelle, entre 1770 et 1775, le théâtre de Shakespeare requiert l'attention de l'élite cultivée en Angleterre, en France, en Allemagne, en Suisse, en Hollande, tandis que le goût ossianique s'y impose partout de la même façon. Peut-on

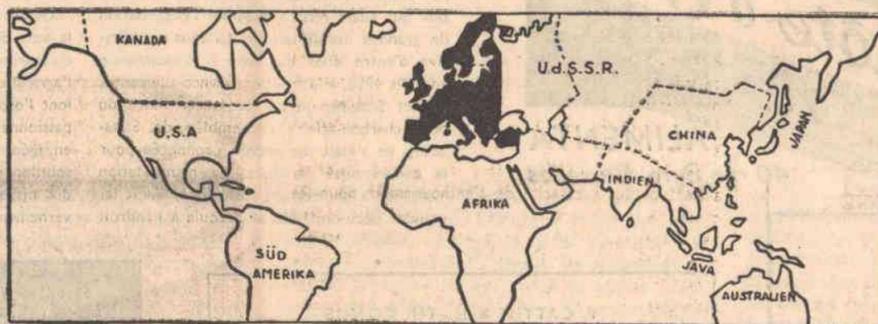
étudier valablement la croissance du Symbolisme français de Baudelaire à Mallarmé, en le coupant de ses racines dans le Romantisme allemand et dans les littératures anglo-saxonnes ? Et n'est-il pas aussi manifeste qu'il existe une famille de grands types littéraires, Don Quichotte, Tartuffe, Renaud, Hamlet, Faust, Ivan Karamazov, qui appartiennent à la culture européenne quelle que soit leur nation d'origine ?

Tel est le sens dans lequel il faudrait aujourd'hui que fût dirigé l'enseignement dans toutes les universités d'Europe, et à tous les niveaux : non plus l'étude exclusive de ce qui singularise les cultures nationales, mais, au contraire, celle de leurs valeurs communes, de leurs interpénétrations réciproques et du dialogue que les plus grands esprits n'ont jamais interrompu au-dessus des frontières. Ainsi se renforcerait la conscience d'un humanisme européen, assise nécessaire de l'unité politique de l'Europe.

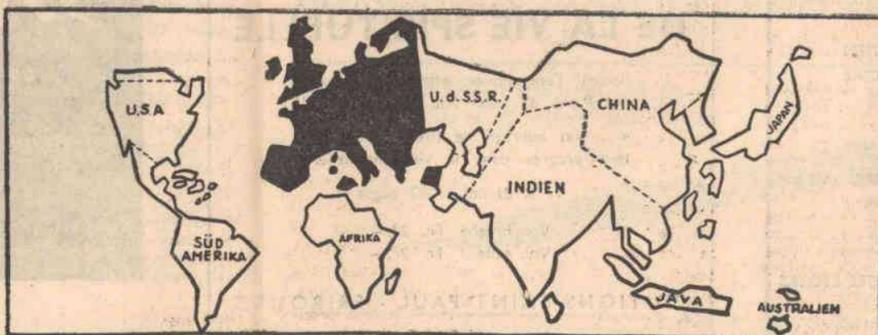
L'Europe, petit promontoire de l'Asie...

Si on considère l'Europe sur la carte du monde, elle apparaît comme ce « petit promontoire de l'Asie » dont parlait Valéry. Sa superficie (sans l'U.R.S.S.) est de 5,6 millions de km², et, si l'on ne compte que les pays placés à l'ouest du rideau de fer, de 4 millions 500 000 km². Elle semble écrasée par l'Afrique (30 millions de km²), l'Amérique du Nord (22,4, dont 9 400 000 pour les E. U.), l'Amérique du Sud (18,6) et l'immense Asie qui, sans la Sibérie, compte 26,3 millions de km² et 36,3 millions avec elle.

Mais si l'on trace une carte (en bas) déformant les continents selon l'importance des populations, on voit que la seule Europe de l'Ouest, avec ses



... mais grand réservoir d'hommes



320 millions d'habitants, rassemble plus d'hommes que les E. U. (150 millions), l'U.R.S.S. (210), l'Amérique du Sud (107). L'Europe complète, avec les pays satellites de l'U.R.S.S., est peuplée de 395 millions. L'on voit aussi les pays que « gonfle » cette déformation : Japon (80 millions), Inde (470), et Chine (497), et les pays qui « disparaissent ».

L'importance réelle de l'Europe dans le monde apparaît plus clairement encore si l'on indique sur cette carte les régions minières, les ensembles industriels, et si l'on complète les chiffres des populations par le coefficient des « esclaves mécaniques » qui multiplie la productivité du travailleur dans chaque pays.

APPORT DE L'EST EUROPÉEN A LA CULTURE DE L'EUROPE

par TADEUSZ SZMITKOWSKI

Ce petit article n'a la prétention ni d'épuiser ni même d'approfondir un sujet aussi vaste. Il veut seulement esquisser et mettre en lumière les grands traits d'un problème dont l'actualité ne semble échapper à personne.

Du point de vue biologique d'abord, l'apport de l'Est de l'Europe est considérable, non seulement dans le monde slave, mais aussi dans le monde germanique, il ne faut pas oublier que la puissance de la Prusse s'est étendue surtout dans les Marches de l'Est, (vastes cimetières des peuplades slaves) et même dans le monde latin; pensons à la Roumanie, à la Dalmatie.

Du point de vue du christianisme, ensuite, rappelons-nous que si l'Europe, c'est Rome, l'Europe c'est aussi

Or, c'est précisément cette Eglise catholique de rite byzantin qui, pendant quelques siècles, servit de trait d'union entre les deux expressions, latine et byzantine, du christianisme. C'est elle qui a toujours représenté un élément particulièrement précieux dans toutes les actions pour le retour de la Russie à la Sainte Eglise et son anéantissement par les Soviets est une tragédie dont la portée n'a pas encore été suffisamment ressentie par le monde occidental.

Quelle fut l'action « culturelle » de cet Est européen ? En premier lieu, celui-ci a protégé l'évolution et la vie même du monde occidental contre les invasions venues d'Asie : pensons aux Tartares, aux Turcs, aux innombrables batailles livrées dans les Balkans, aux confins de la Pologne ou dans les plaines de Hongrie, pensons à la libération de Vienne par Sobieski à la fin du XVII^e siècle (1683). Si nous envisageons l'œuvre civilisatrice proprement dite, nous devons évoquer l'activité missionnaire, celle des saints Cyrille et Méthode, de saint Adalbert, de saint Hyacinthe aussi, ce Dominicain polonais que son zèle d'apôtre mena, au milieu

de l'Est chargés d'enseigner dans les vieilles universités européennes de Padoue et Bologne; et, à titre d'exemple, le nombre des étudiants polonais inscrits à ces deux universités au XVI^e et au XVII^e siècle a dépassé les 10 000. D'ailleurs, les trois plus anciennes universités de l'Europe centrale et orientale, celles de Prague, Cracovie et Vienne, datent déjà du XIV^e siècle.

Quant aux arts plastiques, contentons-nous de signaler l'influence de l'architecture ou des mosaïques byzantines sur l'art méditerranéen.

Mais voici qu'il serait peut-être nécessaire de toucher aussi le côté le plus complexe du problème auquel nous avons voulu consacrer cet article : le cas de la Russie. Et tout d'abord : est-elle Europe ? est-elle Asie ? Certes, elle aussi se situe dans la tradition de Byzance. Mais si nous n'hésitons pas à qualifier d'européenne la plus ancienne civilisation de ces régions, celle de Kiev dont l'Ukraine est si fière, nous devons constater que le problème de la civilisation russe proprement dite, dont le centre s'est situé à Moscou, est beaucoup moins clair. Cette civilisation n'est ni totalement européenne, ni totalement asiatique. Elle représente une transition caractéristique, peut-être par certains aspects plus

orientée vers l'Asie quoiqu'elle ait donné à l'Europe des personnalités « européennes » importantes dans le domaine des lettres et des arts.

Du point de vue biologique, l'apport slave est indéniable; c'est lui encore qui forma la langue russe; mais l'apport mongol — même biologique — est certain également; et l'état de dépendance des premières principautés moscovites (de Souzdal) vis-à-vis du monde mongol, de la Horde d'Or, a laissé dans l'âme russe des traces profondes. Cette situation à la croisée des chemins est la raison principale d'une attitude propre à la Russie en face de l'Europe : attitude d'admiration et d'envie, d'amour et de haine à la fois, comme l'a récemment relevé un historien polonais M. K. Dziewanowski. Un poète soviétique, dont l'œuvre s'épanouit dans les premières années après la révolution bolchévique, Blok, exprime dans son poème « Les Scythes », de façon extrêmement suggestive, cet attrait éveillé par l'Occident dans l'âme russe. Mais le refus de ce sentiment pourrait engendrer dans le cœur du « barbare méprisé », qui voudrait dominer l'objet de son affection, une passion destructrice, passion aussi « divine » que la passion créatrice, selon les mots du grand révolutionnaire russe du XIX^e siècle, Bakounin.

La faculté d'éprouver ces passions violentes est d'ailleurs un des traits les plus saillants de cette nation très capable... et capable de tout, et qui,

certes, exerce aussi sur l'Europe une attraction étrange, parfois même fascinante. D'une façon générale, il s'agit ici d'un « maximalisme » à outrance, souvent reflété par les écrivains et les philosophes russes. Nous pensons, par exemple, à Berdiaïew qui, dans un de ses livres, remarque qu'aucun vrai poète ou savant russe ne pourrait se limiter à l'idée de l'art pour l'art, de la science pour la



Célébration de la messe en rite byzantin

science. Un Russe désirera toujours et surtout transformer radicalement la vie et sauver le monde. C'est une des caractéristiques de la race et, selon Berdiaïew, tout ce qui est grand et original dans la culture russe en est imprégné; n'oublions pas de noter, avec Berdiaïew également, l'influence profonde de l'espace sur l'âme russe, vestige de l'instinct primitif des nomades. Sommes-nous en Europe, en Asie, ou plutôt dans un monde à part?



Six siècles de rayonnement culturel : Université de Cracovie

Byzance; Byzance, qui maintenant n'existe plus, mais dont le rayonnement pendant plusieurs siècles a été d'une importance capitale, et dont la postérité se retrouve dans l'Eglise orthodoxe et dans l'Eglise gréco-catholique. Et, si la grande œuvre de l'Union de Florence (en 1439) n'a pas pu subsister, les deux unions ultérieures ont eu plus de succès. Celle de 1596 à Brzesc fut l'expression unificatrice de la grande communauté politique et culturelle, issue de l'union politique polono-lituanienne. Elle donna naissance à l'Eglise catholique de rite byzantin sur ses territoires de l'Est et, par conséquent, elle unit à Rome une partie des Ukrainiens et des Biélorussiens; la seconde Union scella, en 1698, l'obédience des Roumains de Transylvanie à la papauté.

du XIII^e siècle, jusque chez les Mongols, et peut-être aussi en Chine où il dut être le premier missionnaire. Même lorsqu'il s'agit de la civilisation dite « occidentale », nous relevons un apport non négligeable des pays de l'Est européen. Citons brièvement Copernic, Chopin, M^{me} Curie Skłodowska, Tolstoï et Dostoïevski, Mickiewicz, Puszkyn, Joseph Conrad (Korzeniowski), Panafit Istrati, Anna de Noailles (née Princesse Brancovan), Szewcenko, Milosz, Jan Amos Komensky, Musorgsky, Tchaïkowsky, Liszt, Dyerak, Stravinsky ou Bela Bartok, et enfin pour clôturer cette liste, rappelons deux grands cardinaux, Hozius et Pazmany. Mais l'influence orientale ne se limite pas à ces noms illustres. Déjà dès le XIII^e siècle nous voyons plusieurs savants issus de ces régions

CONNAISSEZ-VOUS LA JEUNESSE FÉDÉRALISTE ?

(Suite de la page 2)

Car c'est l'Europe qui cristallisa les enthousiasmes. C'est elle qui éveilla l'intérêt passionné, c'est vers elle que convergèrent tant d'aspirations différentes. L'idée d'une plus grande patrie et d'un nouvel avenir de gloire pour l'Europe avait cette note aventureuse d'héroïsme qui plaît à la jeunesse. Ce fut le mérite des apôtres du fédéralisme comme Alexandre Merz, Denis de Rougemont, Eugen Kogon, Michel Mouskhély, Altiero Spinelli et d'autres, de canaliser ces forces vers une solution à la fois révolutionnaire et raisonnable : la Fédération basée sur la démocratie et le respect des diversités.

Conseillés par leurs aînés dans le cadre de mouvements dynamiques comme l'Union européenne des fédéralistes (UEF) ou l'Union fédéraliste interuniversitaire (UFI), les jeunes purent donc se lancer sans crainte dans une action de militants. Il s'agissait d'entraîner l'opinion publique, de gagner les parlements à leur cause, de soutenir les efforts des grands Européens qui avaient, depuis le discours de Churchill, à Zurich en 1947, tracé la voie de la communauté supranationale.

Partis des centres universitaires, les jeunes fédéralistes organisèrent dès 1947 des rencontres internationales où professeurs et étudiants de tous pays travaillaient avec la même ardeur pour un avenir commun. Toujours plus fréquentes, ces réunions établirent par delà les frontières un solide réseau d'amitiés qui allait rendre possible l'organisation de grandes manifestations. La plus significative d'entre elles eut lieu à Wissembourg en août 1950, à la frontière franco-allemande. Robert Schuman venait de lancer l'idée du pool charbon-acier; l'Assemblée de Strasbourg ne s'était pas encore prononcée pour la communauté politique. La manifestation avait lieu à un moment historique, avant les grandes décisions. Elle se déroula à l'endroit

même où les nationalistes s'étaient le plus cruellement affrontés : 200 jeunes Européens de 7 nations venus de France rejoignirent à Wissembourg 200 autres frères venus d'Allemagne et des pays du nord. Ils s'emparèrent par surprise des postes de douane, brisèrent les barrières et affirmèrent, devant le grand feu où elles se consumaient, que la haine était morte. Cinq ans à peine après la plus odieuse des guerres, l'idéal européen rendait possible une réconciliation franco-allemande.

Ce n'était évidemment qu'un symbole. Les septiques ont qualifié ce geste de puéril. Mais ceux qui ont été à Wissembourg sont fiers de l'avoir accompli : ils y ont mis le meilleur d'eux-mêmes, la sincérité et le désintéressement de leur âge, et ils ont obéi à cet élan irrésistible et généreux qui s'est trouvé à la base des grands événements de l'histoire. Là se découvre l'un des principaux caractères de la jeunesse fédéraliste : la certitude de contribuer au destin du monde, même à vingt ans, et même sans moyens.

Cette prétention n'est concevable que dans la mesure où elle repose sur les valeurs essentielles de civilisation. En fait, les fédéralistes ont entrepris de lutter pour une société plus humaine. Ils s'appuyent sur l'héritage des siècles. L'Europe qu'ils veulent instaurer est à la mesure de l'homme, éclairée par les préceptes du Christ et la pensée de la Grèce.

Depuis 1950, cette Europe est entrée dans la voie des réalisations. Le marché commun du charbon et de l'acier, l'armée, les transports, l'agriculture, la communauté politique enfin, font l'objet des conférences diplomatiques et passionnent l'opinion. Six nations se sont engagées sur le chemin de la fédération. La solution qui paraissait folle, il y a moins de dix ans, est devenue le programme des gouvernements. Ce n'est plus aujourd'hui faire

acte d'originalité que de professer le fédéralisme. Les intérêts se sont saisis du problème. Devant les avantages économiques, politiques ou militaires reconnus, il a fallu prendre position. L'unification de l'Europe n'est plus qu'une question de temps : elle est inscrite déjà dans la marche de l'histoire.

Depuis que l'Europe figure au programme officiel, la jeunesse fédéraliste a perdu son caractère révolutionnaire. Ses activités sont devenues moins attrayantes : l'initiative appartient désormais aux hommes d'Etat, aux représentants influents de l'économie ou du commerce. Les mouvements eux-mêmes se sont adaptés aux nouvelles exigences, ils sont devenus des organisations énormes, patronnées par les personnalités les plus en vue, financées souvent par les autorités officielles. Leurs ramifications s'étendent à toutes les activités de la jeunesse qui est ainsi informée méthodiquement des questions européennes. Que de chemin parcouru depuis les premières cellules fédéralistes nées spontanément de l'enthousiasme de quelques convaincus ! Il reste, malgré tout, encore beaucoup à faire pour arriver au but. Le jour viendra bientôt où les peuples devront se décider. Et les jeunes peuvent éveiller le patriotisme européen qui sera le gage de la communauté : le charbon ni l'acier ne scelleront la véritable union. Les obstacles psychologiques nés des anciennes rivalités existent et opposent encore les uns aux autres les peuples européens. Il sera nécessaire d'étouffer les sentiments de haine, de dissiper les préjugés, de créer un climat de confiance et d'estime entre partenaires égaux. La jeunesse est en partie responsable de l'avenir : elle peut devenir le ciment de la nouvelle solidarité.

Jean-Baptiste de Weck.

LE BON CHOCOLAT BELGE

Côte d'Or
ALIMENTA
40 rue Bara, Bruxelles

STEMI

S. A. au capital de 465.000.000
3, Rue Magellan, Paris 8^e Ely 61.77

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DE MATÉRIEL ROULANT SPÉCIAL ET DE GRANDE CAPACITÉ

ACCESSOIRES DE MATÉRIEL FERROVIAIRE (injecteurs, boîtes d'essieux, etc.)

FONDERIE DE BRONZE ET D'ALLIAGES LÉGERS

P. CATTIN & H.-TH. CONUS

AUX SOURCES DE LA VIE SPIRITUELLE

Recueil d'encycliques, lettres et allocutions des P. pes de Léon XIII à S. S. Pie XII.

« ... un ouvrage de haute valeur pour tout progrès dans la vie spirituelle. »

13 X 21 cm, 1280 pages

Vol. broché Fr. 23,-
Vol. relié Fr. 27,-

ÉDITIONS SAINT-PAUL · FRIBOURG

PARISIENNES

un produit Burrus

avec et sans filtre

95 ct.

Abonnements

	Fr. s.	Sh.	£	Fr. fr.	pésetas
Simple	5.-	6/-	1.-	300	25
Amis de Pax Romana	10.-	12/6	2.50	1000	50

Compte de chèques postaux :
Fribourg IIa 1036.
Publicité : S'adresser à l'Administration du Journal,
14 rue St-Michel, Fribourg (Suisse).

Pax Romana

Secrétariat Général de Pax Romana, 14 rue St-Michel
Fribourg (Suisse).

Responsable : Bernard Ducret.

Impression : Imprimerie St-Paul, Fribourg (Suisse).

Les Catholiques et l'unité de l'Europe

par J.-J. BAUMGARTNER

Que font les catholiques pour l'unité de l'Europe ? Quels sont les mouvements catholiques qui travaillent à la promotion de l'unité européenne ? La question réclame quelques précisions. S'agit-il de promouvoir la paix générale des peuples ? Alors, il ne peut y avoir qu'unanimité des volontés catholiques.

Cette volonté générale de paix, nous en trouvons l'expression concrète dans le mouvement Pax Christi. Croisade de prière, Pax Christi

Dans divers pays, l'Action catholique a établi des sections qui étudient spécialement les problèmes européens. Ainsi, en Italie, l'Action catholique italienne a créé un Centre d'Action européenne. Son but est d'informer l'opinion italienne des problèmes européens et de former en Italie, chez les catholiques, une conscience européenne. Ce Centre a publié une étude très documentée sur l'Eglise et l'unité de l'Europe.

En Allemagne, la Katholische Europa Liga poursuit une action analogue cherchant à former la conscience européenne des catholiques allemands.

A côté de ces mouvements catholiques, il convient de signaler, en Angleterre, le « Mouvement chrétien pour l'unité européenne », qui groupe catholiques, anglicans et protestants, et dont le centre est la revue The Tablet. De même sur le plan européen, nous rencontrons le « Mouvement des travailleurs chrétiens pour l'Europe » réunissant lui aussi catholiques et protestants.

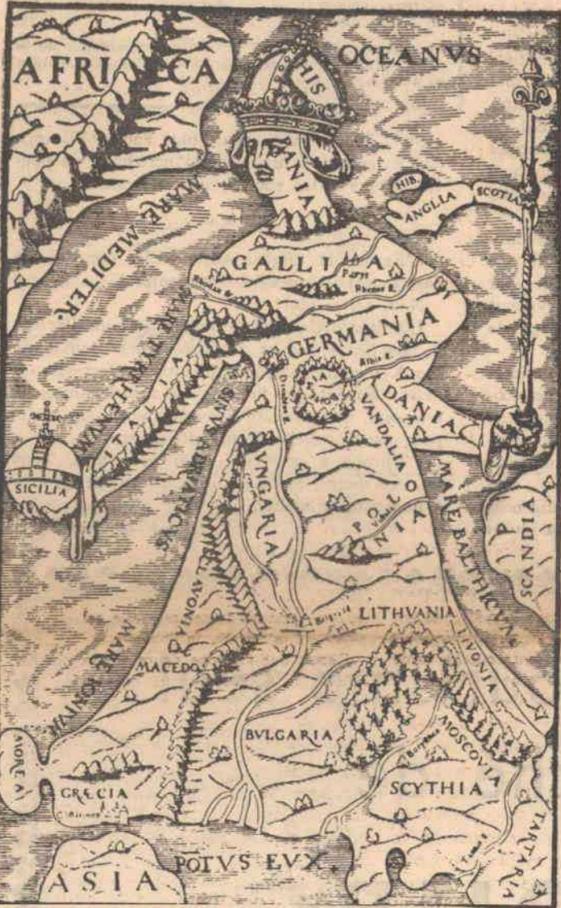
Tous les mouvements dont nous avons parlé jusqu'ici ont donc pour but direct d'éduquer la conscience européenne, de préparer les esprits à mieux comprendre les exigences de la solidarité présente de la communauté européenne afin de faire face aux devoirs nouveaux que nous impose cette solidarité. Il s'agit d'éveiller une conscience supranationale, mais sans préconiser de forme politique déterminée dans un cadre partisan.

Y a-t-il des mouvements catholiques travaillant plus directement à la promotion d'une Europe politique déterminée ? Il s'agit dans ces cas d'options particulières et précises pour certaines formes institutionnelles et politiques dans un cadre délimité géographiquement et économiquement. Dès que nous pénétrons dans le domaine de réalisations concrètes, les divergences surgissent quant au choix des méthodes et des routes à suivre et quant à l'ampleur que doit prendre cette unité. Chaque chrétien s'engagera donc selon la profondeur et l'acuité de conscience qu'il possédera des nécessités et des possibilités du moment. Parmi les catholiques,

les uns acceptent résolument de s'engager pour l'unité de l'Europe en élaboration dans les assemblées responsables de leur promotion. D'autres se recroisent surtout chez des intellectuels et des ouvriers, et dans une partie de la jeunesse, qui redoutent que cette Europe ne se transforme en machine de guerre contre l'Est et ne devienne un instrument de conservatisme et d'injustice sociale. D'autres récusent cette Europe qui leur paraît détruire l'idée de nation. Certains enfin sont effrayés par les perspectives de restauration d'une chrétienté politique en contradiction avec les temps modernes.

Toutefois, il est incontestable que la grande majorité des catholiques voient dans l'unité de l'Europe l'étape qui conditionne la paix générale. Aussi de nombreux catholiques n'ont-ils pas hésité à se lancer dans l'action européenne. Dans les mouvements européens et fédéralistes, ils occupent très souvent des places de premier rang. Sur le terrain supranational, les Nouvelles Equipes Internationales (NEI) entraînent les démocrates chrétiens dans la lutte pour l'Europe. Dans les assises internationales — au Conseil de l'Europe et autres —, les catholiques ont largement payé de leur personne en faveur des idées européennes. Si la majorité de ces militants appartient à des partis démocrates-chrétiens, d'autres catholiques militent aussi

L'EUROPE A UN SEUL CORPS...



L'Europe unie est une idée ancienne (Dessin du XV^e siècle).

est aussi un centre d'études dont l'objectif est : la promotion d'une paix véritable par l'avènement d'un ordre international nouveau, basé sur le droit naturel, ainsi que sur la justice et la charité du Christ. Pax Christi se propose de faire, au-dessus des options particulières et des engagements partisans, l'éducation d'une conscience internationale.

De son côté, le mouvement Pax Romana s'adresse plus directement aux intellectuels catholiques. Son but est de rechercher, à la lumière des principes chrétiens la solution des problèmes que pose le monde moderne. Jouissant du statut consultatif auprès des organismes de l'ONU, Pax Romana peut faire connaître sa pensée aux instances internationales responsables de l'élaboration de l'ordre nouveau. Ces deux mouvements de caractère international, sans négliger les problèmes européens, n'en font cependant pas le but direct de leur activité. Ils débordent le cadre de l'Europe.

Le Secrétariat catholique pour les problèmes européens établi à Strasbourg se donne pour objet direct l'étude des problèmes spécifiquement européens. Son but est de fournir aux divers mouvements catholiques la documentation utile concernant les institutions nouvelles en voie d'élaboration dans les organismes privés ou officiels qui travaillent à l'élaboration de l'unité de l'Europe.

MOUVEMENT EUROPEEN

Un organisme de coordination de divers mouvements et groupes partisans de l'idée européenne, fut fondé en octobre 1948, en exécution des décisions prises lors du Congrès de La Haye.

Le Mouvement Européen est un vaste ensemble d'une structure complexe qui a permis de réunir sous un même toit tant de tendances différentes, qui continuent d'ailleurs à s'affronter : fédéralistes et unionistes, fédéralistes dits intégraux et fonctionnalistes.

Les débats témoignent de la vitalité de l'organisme et de son esprit démocratique.

Les mouvements affiliés au Mouvement européen sont les suivants : Union européenne des fédéralistes, Mouvement pour l'Europe unie, Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, Ligue européenne de Coopération économique, Nouvelles Equipes Internationales et le Conseil français pour l'Europe unie. En outre, deux institutions autonomes sont associées au Mouvement européen, à savoir : le Centre européen de la culture, de Genève, et le Collège d'Europe, de Bruges.

POURQUOI CE NUMÉRO ?

Tout continent a une mission providentielle à remplir. Pendant des centaines d'années, l'Europe a profondément marqué de son influence le monde entier. On peut, semble-t-il, affirmer que l'ère européenne du monde est maintenant terminée. Mais la mission de l'Europe, alors même qu'elle se modifie, ne disparaît pas pour autant. L'Europe reste au centre de l'évolution du monde, non plus tellement à cause de sa force, mais bien plutôt parce que ce qui s'y passe est déterminant des événements qui se déroulent ailleurs. Elle demeure le terrain où se rencontrent avec le plus d'acuité les diverses idéologies, le terrain aussi où s'affronteront peut-être à nouveau les grandes puissances.

C'est la raison pour laquelle il nous a semblé opportun de rappeler cette mission de l'Europe aux universitaires catholiques, afin d'aider les uns à en prendre davantage conscience et de faire mieux comprendre aux autres les problèmes, les difficultés et les espoirs du Vieux Monde. Dans le même esprit, nous nous proposons de consacrer dans les mois à venir quelques numéros de notre journal aux autres continents.

Mais il nous semble aussi que la marche vers une véritable communauté mondiale, avec un statut politique et juridique reconnu par tous, ne se fera, dans les institutions et les esprits, que progressivement, par étapes. Le développement normal d'une évolution de cet ordre semble appeler l'établissement de communautés plus restreintes. La communauté européenne ne doit-elle pas représenter dans cette marche difficile des nations vers une paix stable une étape de première importance ? Elle offre, malgré les obstacles, plus de chances de réussite. D'autre part, plus que cela n'a été le cas lors de la création des Etats-Unis d'Amérique, le problème de l'Europe se pose en termes semblables à ce qu'il sera, à une échelle plus vaste, quand il s'agira de passer à la communauté mondiale. Les diversités y sont franches. Mais les longs échanges qu'a permis l'histoire, par les guerres et dans la paix, ont préparé une connaissance mutuelle et des liens qui pourront devenir solidarité pour une tâche nouvelle.

N'est-ce pas la vocation de l'Europe que de montrer le chemin, de faire la première les sacrifices fructueux que la sagesse requiert, de témoigner par là même que, pauvre en ressources matérielles, elle garde dans le trésor de son héritage les valeurs de l'esprit sans lesquelles l'or et la technique ne peuvent que diviser les hommes ?

Quelle est donc la signification de ce numéro ? Est-ce une prise de position politique de Pax Romana ? Certes non, si on entend par politique l'adhésion à un parti politique ou à une tendance représentée ou défendue par un parti politique.

En ce sens, Pax Romana n'a pas à s'engager, pas plus d'ailleurs que les fédérations elles-mêmes. Chaque étudiant, chaque intellectuel peut et doit choisir, selon ses convictions personnelles et sous sa propre responsabilité, la politique qui lui paraît la meilleure. Il jouit en cela d'une liberté qui n'est mesurée que par les principes supérieurs de l'ordre moral. Principes que l'Eglise ne cesse de rappeler au monde au nom du droit naturel et des exigences évangéliques, mais qui n'interviennent qu'à la façon d'une lumière directrice, susceptible de donner une inspiration chrétienne à des solutions concrètes parfois diamétralement opposées et à l'égard desquelles les chrétiens restent entièrement libres. Sur ce plan, Pax Romana ne peut ni ne veut choisir.

Mais il y a un autre sens du mot politique. Il désigne alors les choses de la cité humaine, son bien commun, les lois justes qui la régissent, l'amitié qui en fait l'unité profonde.

De même qu'il s'interroge sur les rapports de la science et de la foi, de la morale et de la vie professionnelle, Pax Romana doit s'interroger sur cette part de l'activité humaine soumise elle aussi à la lumière chrétienne. Or, il n'est pas douteux que notre époque assiste à un bouleversement profond des structures politiques, et cela non pas en vertu d'une politique de partis, encore que celle-ci trouve normalement à s'y exercer, mais en vertu d'une évolution naturelle des choses.

Le but de ce numéro est simplement d'aider nos lecteurs à réfléchir sur ce problème et à le considérer d'un point de vue suffisamment élevé.

La plupart des articles se situent sur le plan des principes : théologie, philosophie politique, bases spirituelles, etc. L'un ou l'autre, sans entrer directement dans une politique de parti ou une tendance déterminée, sont signés de personnalités dont on ne peut faire abstraction dans une perspective actuelle. Il reste qu'il n'y a pas d'adhésion à ces principes, nullement sur celui de l'application concrète de ces principes, susceptibles, comme on l'a dit, d'incarnations divergentes.

La Rédaction.

sincèrement pour l'Europe dans d'autres formations politiques. C'est à Robert Schuman que l'Europe doit le Pool du charbon et de l'acier. MM. de Gasperi, Adenauer, van Zeeland sont les protagonistes de l'Europe. Dans le projet constitutionnel élaboré par l'Assemblée ad hoc, MM. Teitgen, Benvenuti, von Brentano, Margue ont eu une action prépondérante. M. de Menthon est président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. M. Serrarens, actuellement juge à la Cour de la CECA, n'est-il pas l'auteur du code européen de la sécurité sociale ? C'est M. Pflimlin qui a lancé le projet du Pool vert, M. Ribeyre celui de la santé, M. Lecanuet celui du cinéma. On connaît à Strasbourg les interventions constructives de M^{lle} Klompe, de M. de la Vallée Poussin, de MM. Punder, Pernot, Heymann, Montini. N'oublions pas l'activité déployée par les catholiques pour faire adopter la convention des droits de l'homme, qui entre autres, garantit aux parents leur droit de choisir l'éducateur de leurs enfants. Cette Convention doit devenir la base même de la constitution de la Communauté politique européenne.

La présence catholique en Europe est si évidente que certains ont crié au cléricalisme, parce que des catholiques ont su se retrouver avec des socialistes et des libéraux sur le terrain du simple droit naturel. L'Europe comprend plusieurs familles spirituelles. Les chrétiens ne veulent pas annexer l'Europe. Ils réclament le droit de la construire avec tous les autres. Mais ils restent convaincus qu'en face du matérialisme montant, les principes chrétiens qui sont ceux de l'Europe traditionnelle possèdent la clé de la promotion des vraies valeurs spirituelles de l'homme. Chrétien est l'opposé de clérical. Les catholiques engagés dans la construction de la

paix et de l'Europe ont reçu les encouragements des autorités religieuses. Le discours prononcé à Radio-Strasbourg, l'automne dernier, par le cardinal Tisserant et sa visite à M. de Menthon, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, manifestent l'intérêt que l'Eglise porte aux efforts d'unité européenne. Il en est de même de l'allocation pontificale, en mars dernier, aux élèves du collège d'Europe à Bruges, où le Pape demandait à ses visiteurs d'être soucieux d'apporter à l'édifice des matériaux solides de vraies valeurs spirituelles.

Mais l'Eglise n'encourage pas seulement les catholiques à prier et à faire des vœux pour la paix, le Souverain Pontife les exhorte à travailler activement à cette construction. C'est ainsi que Pie XII terminait son allocution aux participants du Congrès de Pax Christi :

« Quand Nous suivons les efforts de ces hommes d'Etat, Nous ne pouvons nous défendre d'un sentiment d'angoisse : sous la pression de la nécessité qui exige l'unification de l'Europe, ils poursuivent et commencent à réaliser des buts politiques, qui présupposent une nouvelle manière d'envisager les relations de peuple à peuple. Cette présupposition, hélas, ne se vérifie pas ou en tout cas pas assez. L'atmosphère n'existe pas encore, sans laquelle ces nouvelles institutions politiques ne peuvent à la longue se maintenir. Et s'il paraît audacieux de vouloir sauvegarder la réorganisation de l'Europe au milieu des difficultés du stade de transition entre la conception ancienne, trop unilatéralement nationale, et la nouvelle conception, au moins doit se dresser devant les yeux de tous, comme un impératif catégorique de l'heure, l'obligation de susciter le plus vite possible cette atmosphère. »

LES ÉTUDIANTS n'emploient que de bons porte-mines et ils exigent toujours, dès lors...

avec taille-mine



FIXPENCIL
CARAN D'ACHE

LA MISSION DE L'EUROPE

(Suite de la page 1)

de ce qui constitue l'aspect positif de la responsabilité de l'Europe, sa mission dans le sens le plus strict de ce mot : la transmission de son merveilleux héritage chrétien à tous les autres peuples.

Ici encore tout examen de la conscience européenne révèle des défaillances regrettables. Les missionnaires qui apportaient à ces peuples la Bonne Nouvelle, affrontant tous les dangers et toutes les privations, étaient, hélas, toujours moins nombreux que les colonisateurs, qui exploitaient les indigènes des autres continents, et que les conquérants grâce auxquels l'Europe, si souvent attaquée elle-même, devenait à son tour un agresseur politique. Il est vrai qu'aujourd'hui, le colonialisme européen, cette déformation d'une mission, est en retraite un peu partout : les peuples non européens et non chrétiens regagnent leur indépendance l'un après l'autre et, malgré certaines difficultés transitoires qui en peuvent résulter pour les Missions, la propagation de la foi gagnera finalement de sa séparation complète de ce qu'on a appelé l'impérialisme européen.

Dans deux cas, cependant, l'expansion de l'Europe chrétienne a conduit à une transformation durable de vastes régions non européennes et à des répercussions profondes sur les destinées de l'Europe elle-même. D'une part, le prodigieux essor colonial du peuple russe, au lieu de se disperser dans des pays d'outre-mer, a déferlé sur toute l'immensité de l'Asie septentrionale. Contiguë à la Russie européenne, celle-ci a créé avec elle un bloc massif qui, dès le début de cet empire eurasiatique, a pesé sur l'Europe proprement dite. Finalement, rejetant sous un régime totalitaire l'attachement, si européen, à la liberté individuelle et, au nom de l'athéisme militant, toute la tradition chrétienne, cet empire, renforcé par le contrôle de la Chine, s'est dressé contre l'Europe et s'efforce de détacher d'elle un pays après l'autre.

D'autre part, des colonisateurs entreprenants venus des pays de l'Europe occidentale et renforcés par des émigrés de tous les autres pays de l'Europe, ont non seulement conquis et défriché l'énorme continent des deux Amériques, mais ont transformé ses diverses parties constitutives en une véritable Nouvelle Europe,

fidèle à son héritage de christianisme et de liberté. Cette nouvelle communauté panaméricaine s'est rendu compte peu à peu qu'elle ne pouvait s'isoler de la vieille communauté européenne qu'elle désirerait voir unie aussi solidement que possible, afin que toutes les deux, chrétiennes l'une et l'autre, puissent collaborer sur une base d'égalité complète et de respect de l'individualité propre à chacune d'elles, dans une communauté d'ordre supérieur qu'on s'habitue à nommer atlantique.

Mais la possibilité de réaliser cette vision et de poursuivre dans son cadre la mission deux fois millénaire de l'Europe, dépend de deux conditions. Il faut d'abord que la communauté atlantique ne soit pas seulement une communauté de défense et d'entraide économique, mais une communauté spirituelle et morale, animée par l'esprit chrétien. Il faut également que tout comme l'Amérique entière, de même l'Europe entière fasse partie de cette communauté et que, par conséquent, prenne fin cette « unnatural division of Europa » qui, comme l'affirment non seulement les intéressés — les nations actuellement asservies de l'Europe orientale — mais aussi les Etats-Unis d'Amérique par la voix autorisée de leur Président, empêche l'établissement d'une paix juste et durable. Cette mutilation de l'Europe empêche également l'accomplissement intégral de sa haute mission.

O. Halecki.

L'Europe a-t-elle trahi ?

(Suite de la page 1)

chaque jour plus difficile et qui pourrait exiger de tout autres méthodes, une tout autre « présentation ».

Il n'en reste pas moins que, vu du côté des pays européens, le lien qui unit étroitement l'Europe et l'Eglise a engagé ces pays dans un rôle de fidélité et de reconnaissance envers elle pour les grandes valeurs culturelles qu'elle leur a laissées.

D'autre part, il est une situation de fait qu'il ne faut point oublier. L'Eglise s'est étendue jusqu'aux extrémités de la terre et une de ses caractéristiques est son adaptation aux mentalités les plus diverses. Pourtant ce caractère d'universalité, de catholicité est compensé, équilibré, régularisé par celui de la fidélité, non seu-

lement à la Révélation, mais à un complexe culturel et surtout philosophique dont l'Europe fut et peut rester le centre.

D'autre part, les peuples européens se sont nourris durant tant de siècles du christianisme, en ont acquis un si permanent besoin, que ce sont les erreurs les plus diaboliques qui prennent la première place dès que l'Europe s'éloigne de ce patrimoine chrétien.

Ainsi, que l'on se place du point de vue de l'Eglise en tant qu'intéressée à la culture, ou du point de vue des nations, en tant que civilisées et enrichies par l'Eglise, les liens profonds entre l'Europe et l'Eglise apparaissent clairement.

...

Il est à peine besoin de souligner combien cette amitié culturelle entre l'Eglise et l'Europe a atteint son point suprême et sa splendeur au moyen âge. C'est à ce moment-là qu'après l'intégration difficile et hasardeuse que l'on avait essayée des valeurs du platonisme, Albert le Grand et Thomas d'Aquin édifièrent la solide synthèse qui, tout en respectant la transcendance de la foi, allait rassembler à tous les plans de l'esprit, à tous les échelons de l'action, le donné révélé, les doctrines philosophiques et les balbutiements de l'expérience scientifique.

Il est à peine besoin d'insister également sur la terrible cassure causée par les dissensions religieuses du XVI^e siècle, qui suivaient d'ailleurs une très grave crise de l'intelligence.

La synthèse était rompue, que ce soit celle entre la foi et les œuvres, entre le surnaturel et le naturel, entre la religion et la culture, entre la révélation et la science. D'autres forces de destruction allaient s'introduire encore, accentuer les divergences, lancer l'élite intellectuelle hors des chemins du christianisme et faire aboutir l'Europe au chaos du XIX^e siècle.

Là, en examinant le siècle dernier, il est difficile de ne pas parler de trahison. Il semble que l'Europe a alors oublié qu'elle était marquée par des siècles de christianisme et qu'elle ne pouvait échapper à un très grave devoir en face de l'Eglise.

La situation fut compliquée encore par l'impréparation de l'Europe devant les problèmes économiques et sociaux, devant le développement démographique comme devant la révolution industrielle, devant l'avènement de la bourgeoisie comme devant la prolétarisation. Tout cela accentuait encore le hiatus entre les exigences du christianisme face à la culture et à la civili-

ONT COLLABORÉ A CE NUMÉRO :

- M. Oscar HALECKI, ancien professeur à l'Université de Varsovie, professeur à Fordham University, New-York, membre d'honneur de *Pax Romana*.
- M. Robert SCHUMAN, ancien Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de France, membre de l'Assemblée nationale.
- M. l'abbé Albert MENOUD, rédacteur à *La Liberté*, Fribourg/Suisse.
- M. Pierre-Henri SIMON, professeur à la faculté des Lettres de l'Université de Fribourg/Suisse.
- M. Denis de ROUGEMONT, directeur du Centre européen de la culture, Genève/Suisse.
- R. P. Jean de la Croix KÆLIN, O. P., assistant ecclésiastique de *Pax Romana*-MIIC.
- M. J.-J. BAUMGARTNER, rédacteur en chef de la revue *Documents*, Offenbourg/Allemagne.
- M. Bill HARRINGTON, ancien membre du Secrétariat général de *Pax Romana*-MIEC, New-York.
- M. Jean-Baptiste de WECK, étudiant es lettres, Berne/Suisse.
- M. Tadeusz SZMITKOWSKI, membre du Secrétariat général de *Pax Romana*-MIIC.

L'article qui devait nous remettre le R. P. Théophile MATHIAS, de Madras, donnant un point de vue asiatique sur le problème de l'unité européenne ne nous étant pas parvenu à temps, nous en remettons la publication dans un numéro ultérieur.

Nous remercions ici la Campagne Européenne de la Jeunesse qui a financièrement aidé *Pax Romana* à publier ce numéro de notre Journal.

sation. Tout cela éloignait plus encore l'Europe de l'Eglise et les progrès de l'incrédulité ne pouvaient que hâter encore cet éloignement.

...

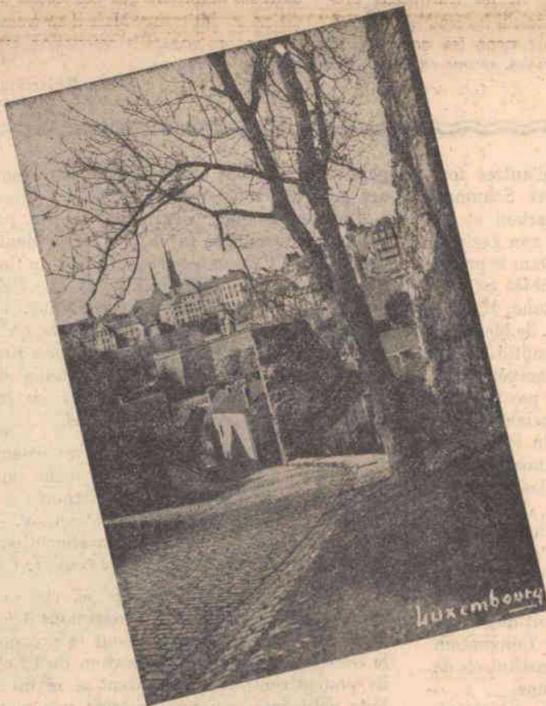
L'Europe et l'Eglise allaient-elles donc suivre des routes désormais divergentes ?

Non, certes non !

L'Action catholique, ce réveil des laïcs, l'action sociale des Papes et des évêques, la pensée de Pie XII si préoccupé de l'Europe, effectuent un rassemblement, des forces pour rechristianiser le temporel, non pour un nouveau moyen âge, mais pour une nouvelle forme de chrétienté.

L'Europe a peut-être trahi un temps. Tout lui est donné aujourd'hui pour qu'elle prouve à nouveau sa fidélité.

Albert Menoud.



Parmi les pays de tourisme seul Le Grand-Duché de LUXEMBOURG

Offre, sur un territoire aussi restreint, un ensemble parfait de châteaux moyenâgeux et de distractions multiples.

Sa situation géographique idéale et des prix de séjour raisonnables permettent à tous d'y passer des vacances agréables.

Renseignements gratuits :

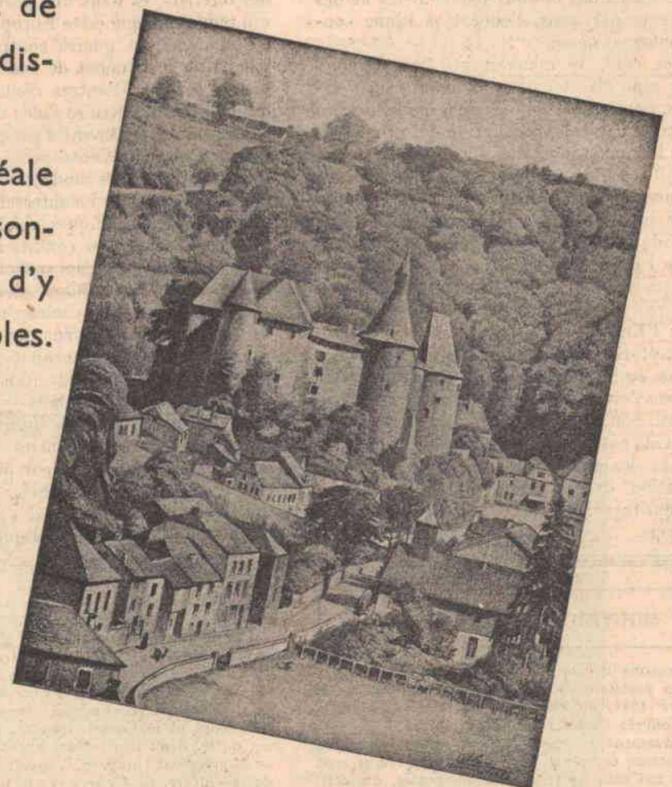
OFFICE NATIONAL DU TOURISME LUXEMBOURG

Téléphone 49-75

Téléphone 49-75

Télégramme : Tourisme Luxembourg.

Demandez conditions pour séjours à prix réduits.





L'UNITÉ EUROPÉENNE VUE PAR UN AMÉRICAIN

Tous les habitués des bibliothèques ont pu constater que la section d'anthropologie, d'ethnologie et de culture nous présente souvent des ouvrages intitulés : *Différences entre les Français et les Allemands — Divergences entre les Irlandais et les Anglais — Contrastes entre le Japon et la Chine*, etc. Et, parfois, on est porté à croire qu'il existe une différence organique entre les êtres humains appartenant à des peuples divers. Poursuivant cette idée, nous pensons qu'un Monsieur bien sage devrait un jour s'attaquer à un ouvrage auquel on pourrait suggérer

Renoncement et liberté, bases de l'unification

Rendre possible une vie pacifique en unifiant cette diversité, tel est le problème qui occupe l'esprit de tous les intellectuels européens. Au delà des raisons positives, déjà la crainte qu'une guerre nouvelle — et peut-être finale — puisse trouver, en une Europe désunie et désintégrée, un terrain propice pour ses batailles meurtrières, a poussé le public européen à se rendre compte que personne d'autre ne souffrirait autant de cette désunion que les Européens eux-mêmes. La situation actuelle en Europe ne ressemble certainement que de loin à celle qui existait en Amérique avant l'unification des premiers Etats américains. Mais le renoncement qu'on demande aujourd'hui pour former une Europe unie est semblable à celui qui on exigeait des Etats d'Amérique. Dans les deux cas, en effet, il s'agit de consolider les forces éparses — et non seulement les forces armées — pour se protéger d'une mort certaine. Les raisons positives d'une union européenne sont cependant, il faut le souligner ici, de loin plus essentielles que celles, purement négatives, qui tendent à renforcer la sécurité de l'Europe.

en mesure d'assurer à chacun son pain, c'est, pour un pays jeune, un avantage qui ne peut être sous-estimé. Et si le monde s'est, pendant longtemps, accoutumé à associer les Etats-Unis à l'idée de liberté, il est vrai aussi que les fondateurs du pays eux-mêmes ne mettaient point en doute l'évolution qui permettrait d'atteindre une liberté politique entière. Il ne paraît pas illogique de penser que l'étendue infinie de montagnes, de vallées et de plaines constituait pour eux une aide puissante. Un lien de parenté psychologique n'existe-t-il pas entre la liberté d'esprit et d'âme et le sentiment éprouvé dans un pays « qui ne finit jamais ? »

Sources européennes de la culture américaine

Il faut dire en même temps que tout immigrant aux Etats-Unis y a apporté un peu de sa patrie. Des colonies nationales s'étant fréquemment formées dans les villes américaines, on ressentit souvent la forte influence des différentes cultures particulières. Mais, en général, la coexistence d'autres groupes nationaux empêcha qu'une seule culture ne s'imposât à la culture nouvelle. On a pu dire avec raison qu'une culture américaine ne ressemblerait à aucune culture européenne particulière (bien que la grande majorité des citoyens soient venus d'Europe) mais pousserait du sol vierge que les pionniers subjugueraient. C'est en principe vrai ; mais il y a eu déjà des modifications, et elles étaient européennes. Le pays prenait conscience de lui-même ; il se détournait de ses besoins fondamentaux (nourriture, habitation, sécurité) pour s'orienter vers les problèmes d'ordre intellectuel. Le moment vint pour le pays où il lui fallut songer à l'éducation supérieure de ses jeunes gens ; il s'adressa à l'Angleterre pour avoir ses professeurs, ses cours d'études, son système d'éducation (Harvard College s'est même établi dans une ville portant le nom de Cambridge). Le processus d'importation de la culture européenne a ainsi commencé. Dans un certain sens on peut aisément donner raison à ceux qui voient dans chaque Américain l'héritage de son aïeul de souche européenne. Mais il faut ajouter que le processus d'américanisation a parfois opéré une transformation si radicale que peu de chose subsiste actuellement de cet « aïeul ».

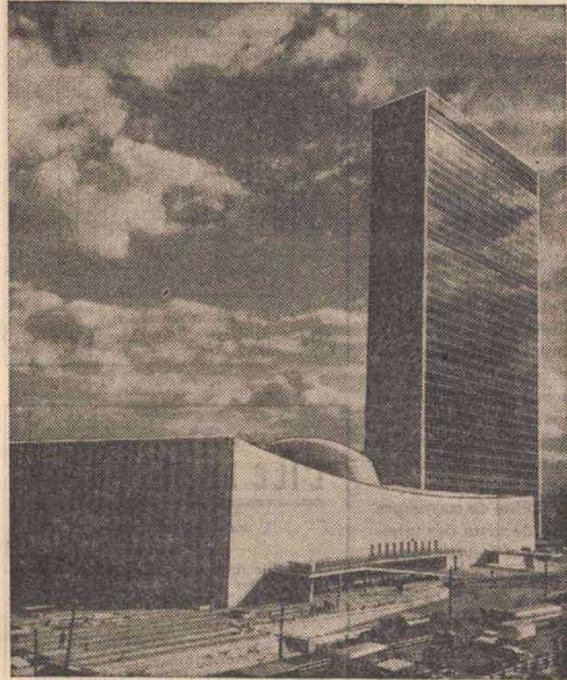
de même pour un Américain parcourant l'Europe. Parmi les choses les plus étonnantes à ses yeux, c'est certainement l'absence d'un « Européen » typique qui le frappe surtout. Il trouvera des Français, des Espagnols, des Hollandais, etc. ; même les petits pays confèrent à leurs citoyens une particularité intérieure (et parfois extérieure) qui les distingue de leurs voisins les plus proches. Mais il ne rencontrera pas un Européen. Les Suisses ne sont-ils pas distinctement suisses et un Tchèque ne pensera-t-il pas autrement qu'un Slovaque ? Nous avons aux Etats-Unis quarante-huit Etats, mais il est impossible de reconnaître si un Américain vient de tel ou tel Etat d'après ce qu'il dit. Son accent peut le trahir, mais même dans ce cas, on reconnaîtra plutôt une région du pays qu'un Etat.

Tradition : source de la force et de la faiblesse

Mais un voyageur se rendant d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique apprendra beaucoup de choses sur la liberté : il découvrira qu'une liberté absolue n'existe point, la liberté humaine étant limitée, de toute évidence, par celle du prochain. Il apprendra que la liberté humaine est restreinte aussi bien par la loi divine que par le droit positif. Il sera peut-être aussi profondément impressionné par le fait que, sans la loi divine et un droit positif équitable, la porte est largement ouverte au chaos. Mais il y a un facteur restrictif de la liberté qui peut-être n'a pas été assez mis en relief auparavant : la tradition. L'Américain éprouvera de l'impatience à voir les Européens préparer une décision ; il les trouvera enclins à étudier indéfiniment les pour et les contre. Il est évident que l'Américain aura la partie facile dans son argumentation, son propre penchant vers l'action et l'aventure l'ayant amené à donner à

son pays un niveau de vie très élevé qui ferait envie à de nombreux anciens rois européens. Mais il ne se rend peut-être pas compte que l'Europe suivrait le même chemin si la force de la tradition avait moins d'influence. L'Américain a élevé son niveau de vie, en grande partie, en déterminant ce dont il avait besoin et en employant toutes ses ressources, imaginatives et physiques, pour l'obtenir. (Sur ce point nous ne pouvons pas, comme nous le faisons parfois, oublier les bienfaits infinis que Dieu a mis à sa disposition.)

Si l'on transpose ce même point de vue américain sur le plan politique, on comprend plus aisément pourquoi nous adoptons si souvent une attitude critique, par exemple, à l'égard des changements continus de gouvernement en France. Nous observons ce pays et nous constatons que ses plus grandes difficultés ne peuvent être résolues sans une stabilité impossible à obtenir dans le cadre du système actuel. Et, arrivés à une telle conclusion, nous entreprendrions, si nous étions Français, l'action morale indispensable à cette stabilité.



Du dynamisme et de l'esprit créateur américain...

comme titre, « Les ressemblances des peuples du monde ». Les différences dans le détail sont certes plus nombreuses, mais les ressemblances ne sont-elles pas d'une importance infiniment plus grande ? Nous avons dit que les différences ne sont pas aussi importantes que les similitudes. Nous n'avons cependant pas voulu suggérer qu'elles n'avaient pas grandement influencé ces dernières. Si, selon nous, les coutumes et les habitudes d'un pays ne doivent pas, normalement, troubler la paix, nous sommes obligés de reconnaître que tel n'a pas toujours été le cas. L'histoire a eu à enregistrer beaucoup trop de guerres dont l'initiative est venue d'hommes, impressionnés à un tel point par tout ce qui nous sépare, qu'ils sont devenus aveugles à la fraternité de l'humanité tout entière. Nous avons trop souvent mal compris la sage diversité de Dieu et avons oublié l'ennui de l'uniformité.

Le voyageur européen est, en général, surpris de voir qu'en Amérique une liberté réelle a été atteinte bien que, par le sang, sa population tire littéralement ses origines de tous les pays du monde, y compris des peuples qui n'ont que rarement joui de périodes de paix dans leurs rapports avec leurs voisins. Car, bien que les Etats-Unis se soient édifiés sur des hommes de toutes races et de toutes nationalités, on est parti avec peu d'anciens préjugés à combattre, mais avec un immense trésor de ressources naturelles. Etre

Si le voyageur européen est très souvent surpris par certaines situations qu'il rencontre aux Etats-Unis, il faut noter qu'il en est



... à l'équilibre et à la tradition européenne

Cette différence a son origine dans la présence ou l'absence d'une longue tradition. L'Américain, vivant sous un régime qui a à peine 165 ans, ne se trouve pas gêné dans ses ambitions par des siècles de tradition et d'histoire. Mais il se trompe en pensant qu'une telle restriction est toujours mauvaise. Le monde serait plus

Bill Harrington.

(Suite page 8)

Les organes qu'il faut connaître

CONSEIL DE L'EUROPE

Son but est « de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ».

Le 5 mai 1949, les représentants des dix nations européennes, réunis à Londres, créèrent le Conseil de l'Europe, dont le statut entra en vigueur le 3 août 1949. Les premiers signataires furent : la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni.

Le siège du Conseil de l'Europe est à Strasbourg.

ORGANISATION

1. Le Comité des Ministres

Le Comité des Ministres est l'organe compétent pour agir au nom du Conseil de l'Europe. Lui seul peut conclure des conventions ou des accords. Il fait des recommandations aux gouvernements. Il est libre de rejeter, d'adopter, de modifier les recommandations de l'Assemblée consultative. Un représentant du gouvernement de chaque Etat membre siège au Comité des Ministres.

2. L'Assemblée consultative

L'Assemblée est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe. Elle possède des pouvoirs limités, et ne peut pas encore être comparée à un parlement dans le vrai sens de ce terme. Le nombre des représentants de chaque pays s'établit en fonction du chiffre de la population des Etats membres. Les représentants sont désignés par les parlements nationaux. Ils parlent et votent en toute liberté et à titre individuel.

L'Assemblée se réunit une fois par an, en session ordinaire. Les points inscrits à l'ordre du jour, que l'Assemblée discute ensuite, peuvent être proposés par le Comité des Ministres ou, plus souvent, par les représentants.

3. Commissions

La commission la plus importante de l'Assemblée est la « Commission permanente ». Elle représente l'Assemblée en dehors des sessions, coordonne les résolutions, rapports et recommandations et tout le travail de l'Assemblée pour la session suivante.

Les autres commissions de l'Assemblée se répartissent en deux groupes :

- Les commissions ordinaires, compétentes pour l'une des tâches habituelles de l'Assemblée (affaires générales, économiques, sociales, juridiques et administratives, culturelles et scientifiques, et une commission chargée du règlement et des prérogatives de l'Assemblée).
- Les conditions spéciales, pour étudier un problème déterminé (révision du statut, agriculture, transports, réfugiés, intérêts des nations non représentées au Conseil de l'Europe).
- Le Secrétariat général.

Organe permanent à Strasbourg, il constitue un corps de fonctionnaires internationaux, tant dans ses fonctions que dans sa composition.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Appellation officielle de ce qui est plutôt connu sous le nom de Plan Schuman. Il fut conçu, au printemps 1950, par les experts économiques français et présenté au public par M. Robert Schuman, ministre des Affaires Etrangères de France. Le Plan prévoit l'exploitation coordonnée des mines de charbon et des aciéries en Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et aux Pays-Bas. Il envisage, en outre, le contrôle des prix et de la fluctuation de la main-d'œuvre dans ces deux secteurs de l'industrie. La communauté européenne du charbon et de l'acier doit aussi augmenter la production, améliorer la qualité, exclure toute concurrence nuisible, éliminer les entreprises avec un équipement démodé ou un coût de production trop élevé, empêcher le chômage. L'institution est administrée par une Haute Autorité, un Comité consultatif de producteurs, travailleurs et utilisateurs, une Assemblée de délégués des Parlements des six Etats participants, un Conseil de ministres pour raccorder la Haute Autorité aux Gouvernements membres, et dotée d'une Cour de Justice pour le règlement des différends éventuellement survenus.

Le Plan Schuman est un organisme de coopération sur la base supra-nationale, la Haute Autorité n'étant point responsable vis-à-vis des gouvernements des pays membres, mais uniquement devant la Communauté.

ASSEMBLÉE « AD HOC »

L'Assemblée « ad hoc », composée des six Ministres des Affaires Etrangères de France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg, a tenu sa réunion constitutive le 15 septembre 1952. Elle a immédiatement créé une Commission constitutionnelle, qu'elle a chargée de rédiger un avant-projet de traité portant la création d'une communauté politique européenne. Au cours de ses récentes délibérations, l'Assemblée « ad hoc » a été guidée par le principe suivant : en faisant l'Europe des Six, il faut avoir soin de ménager les liaisons nécessaires pour que cette Europe puisse s'étendre jusqu'à devenir l'Europe des Quinze. Ces deux collectivités doivent rester entièrement souveraines et entretenir entre elles de bons rapports. C'est ainsi qu'ont été prévues des liaisons externes et des liaisons internes. Des liaisons externes, utilisant la communauté des sièges, les liens de procédure et d'information, l'identité même des représentants ou l'ensemble de certains services administratifs. Les liaisons internes sont plus importantes : chaque communauté, en tant que telle, aura ses représentants au sein de l'autre.

L'Europe des Six ne se fait ni au dehors, ni contre personne. La communauté reste ouverte aux autres Etats membres du Conseil de l'Europe : ils peuvent, soit demander leur participation, soit conclure un contrat d'association avec la communauté, soit encore être en liaison avec elle par le canal du Conseil de l'Europe.

CAMPAGNE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE

BUTS

La Campagne européenne de la Jeunesse a pour buts d'informer les jeunes d'Europe sur l'urgence et la nécessité d'une construction politique européenne et de les associer à cette œuvre de paix et de progrès.

Elle constitue une action commune aux mouvements de jeunesse et au Mouvement Européen dans laquelle chacun fournit son effort et sa contribution particulière et assure la coresponsabilité de l'ensemble.

Elle n'a pas pour but de susciter un mouvement nouveau qui développerait une idéologie nouvelle, mais d'accélérer l'évolution de la construction européenne. A cette fin, elle veut soutenir les initiatives des organisations diverses qui concourent :

- A l'information des jeunes sur la situation actuelle de l'Europe et les améliorations à y apporter.
- A resserrer les liens internationaux et à donner à la jeunesse la compréhension de la solidarité européenne par des actions à caractère culturel, social ou politique.
- A faire prendre conscience aux jeunes citoyens des pays d'Europe du fait que cette solution constitue

une tâche nécessaire pour leur génération et qu'elle implique un effort de dépassement des habitudes de pensée et d'un certain nombre de structures existantes.

Les Comités nationaux sont, dans chaque pays, les organes responsables de la Campagne. Ils sont composés des représentants des diverses organisations de jeunesse intéressées, des institutions éducatives et, dans toute la mesure du possible, de représentants des Conseils nationaux du Mouvement Européen. Ils établissent les programmes de la Campagne dans leur pays et en poursuivent la réalisation.

Le Comité européen est constitué par des délégués élus des Comités nationaux. Il établit le programme de la Campagne, définit les méthodes d'action. Un nombre restreint de ses membres forme, avec le Comité exécutif du Mouvement Européen, le Comité exécutif de la Campagne, auquel appartient la responsabilité essentielle et qui, comme tel, contrôle l'action du Secrétariat international de la Campagne européenne de la Jeunesse.

Ce Secrétariat international, qui a son siège à Paris, est donc un organe d'exécution du programme établi par le Comité exécutif, dont il poursuit l'application en liaison avec les Comités nationaux et les associations internationales.

Ainsi, se trouve assurée la coopération à une action d'ensemble de la presque totalité des associations de jeunesse de nationalités et de tendances différentes, associées dans le respect mutuel de leur diversité et désireuses de travailler à l'édification d'une société européenne inspirée par les valeurs qui constituent le patrimoine commun de toutes les nations libres.

ACTIVITÉS

Les activités de la Campagne peuvent être classées en deux catégories :

- Etudes et information :** l'établissement d'une documentation complète sur les problèmes de l'organisation européenne, l'édition de brochures, l'organisation de conférences et d'expositions, des enquêtes et des sondages d'opinion, la publication d'un bulletin, l'utilisation de la radio et du cinéma, etc.
 - Rencontres, échanges et manifestations :** l'organisation de sessions générales d'information européenne, de sessions spécialisées s'adressant aux dirigeants des organisations de jeunesse, de manifestations culturelles, de rassemblements internationaux de cadres, de camps de vacances, de voyages d'exploration, de chantiers internationaux de travail, etc.
- Siège social : avenue Marceau 82, PARIS (8^e).

AVEZ-VOUS DÉJÀ
RENOUVELÉ
VOTRE ABONNEMENT ?

L'unité européenne vue par un Américain

(Suite de la page 7)

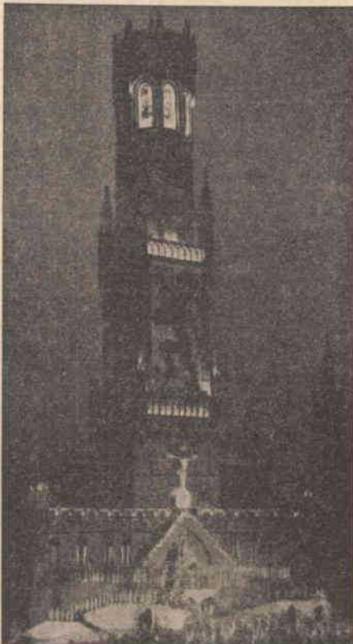
heureux s'il y avait une tradition capable de retenir certains Américains de commettre des actes qu'aucun Européen n'aurait jamais eu l'idée d'accomplir. C'est, très souvent, une chose merveilleuse que d'être en mesure de se demander : « Mon grand-père, mon arrière-grand-père, qu'auraient-ils fait dans les mêmes circonstances ? » Si l'Amérique peut reprocher à l'Europe la force restrictive de la tradition, nous devons reconnaître avoir accordé aux choses matérielles une importance démesurée aux dépens de notre liberté. Les choses, comme les hommes, peuvent nous contraindre, et c'est là un grave problème américain : une dictature croît aux dépens de la liberté.

En revanche, la tradition devient une force nuisible si elle pousse un pays à vivre dans le passé, et empêche un peuple de se servir des outils de 1953 pour résoudre des problèmes de 1953 ; elle devient dangereuse si elle s'oppose au bon sens. Il doit exister une solution intermédiaire entre le point de vue américain, ultralibéral, et le point de vue européen, ultraconservateur (nous nous exprimons ici d'une façon simplifiée, évidemment). L'Amérique doit apprendre que les décisions trop hâtives et trop simplifiées peuvent être regrettées. D'autre part, l'Europe ne doit pas permettre à son histoire de l'aveugler sur les nécessités présentes. Beaucoup d'Américains se réjouissent de voir les Européens se rendre compte de la force destructrice des vieilles animosités européennes, avoir eu l'humilité de fonder un mouvement comme *Pax Christi*, et la sagesse et le courage d'appuyer le Plan Schuman. Les Européens considèrent probablement l'Amérique comme un jeune universitaire ayant en poche plus d'argent qu'il n'en peut assumer la responsabilité. Les Américains se représentent parfois l'Europe comme une vieille dame, perdue dans les souvenirs de son aisance passée et triste de voir ses fils lointains acquérir leur maturité avant même qu'elle les juge capables de devenir indépendants ; une mère qui veut toujours voir ses enfants comme des enfants. Ajoutons ici que si la compréhension qu'on pourrait souhaiter n'existe pas toujours entre les deux continents, il n'en

est pas moins vrai que les rejets ont beaucoup de respect et d'amour pour celle qui les a mis au monde.

La puissance des liens du sang

Nous avons déjà mentionné le lien du sang qui unit les immigrants des Etats-



Un autre joyau de l'Europe :
Le beffroi de Bruges

Unis à leurs pays d'origine ; ce lien a certainement attaché les Etats-Unis à l'Europe plus que la force juridique de n'importe quel traité ou autre contrat. On le constate de différentes manières : la réaction immédiate du pays vis-à-vis du problème des personnes déplacées, la préférence donnée aux pays européens aussi bien dans le système des quotas d'immigration que dans celui des taxes

douanières sur les importations, en sont des exemples frappants.

Mais en réalité il n'y a pas que les Etats-Unis qui constituent un exemple de la puissance des liens du sang. Dans le sud, l'Amérique latine offre celui de l'extension de la culture d'un pays, loin au delà de ses propres frontières. Et si la culture de la plupart des pays sud-américains a ses sources en Espagne, le Canada, notre voisin du nord, a eu deux pays d'origine. Tous ceux qui ont assisté en 1952 au Congrès de *Pax Romana* ont remarqué la coexistence des cultures anglaise et française dans ce pays. Ils ont peut-être pu se rendre compte que certains différends existant entre ces deux pays d'origine subsistent dans le cœur des émigrés.

Mais un des problèmes constants de notre pays est l'habileté avec laquelle quelques personnes arrivent à convaincre certaines couches de la population que plus nous nous isolons du reste du monde, plus nous renforçons notre propre sécurité. Malgré le peu de fondement de cette théorie, ils disposent d'une longue liste d'arguments valables et persuasifs, dont le plus fort est de rappeler que les liens du sang existant entre notre peuple et l'Europe nous ont entraînés dans presque chaque guerre. Et, dans un certain sens, n'ont-ils pas raison ?

Le rôle des intellectuels

Faire converger, en Europe et en Amérique, les activités intellectuelles vers des buts plus chrétiens, est un problème qui a des ramifications dont l'influence ne peut être sous-estimée. Les circonstances actuelles sont certainement très fluctuantes ; l'instabilité du monde rend difficile toute évaluation dans laquelle le pessimisme prendrait malheureusement une large place. Mais, de temps en temps, une lumière apparaît qui dévoile soit une action saine, soit, plus souvent, une innovation bienvenue. Parmi ces dernières, il faut citer l'accroissement des échanges de professeurs et d'étudiants. Avons-nous le droit d'espérer que ce sera, pour l'Amérique, l'instrument d'une culture durable ? Les deux continents ont beaucoup à se donner réciproquement. L'Europe a montré, pendant des siècles, sa capacité de prodigier un grand nombre de valeurs

intérieures, tandis que l'Amérique — ne s'étant réservé qu'une petite place dans ce domaine — a démontré une supériorité incontestable dans la production de valeurs extérieures et utilitaires. Les Etats-Unis peuvent beaucoup apprendre de l'Europe, en ce qui concerne, par exemple, le juste emploi des choses qu'elle crée. Mais l'Europe doit apprendre que la nourriture de l'esprit est très souvent tout à fait insuffisante pour l'estomac. Les Américains sont connus pour leurs critiques de l'activité mentale européenne qui commence et prend fin dans le cerveau. Notre attitude naît du fait que pour la plupart, nous semble-t-il, c'est un échec mental, un travail stérile. L'insatisfaction qui règne parmi les Européens eux-mêmes ajoute du poids à ces critiques. Nombre d'intellectuels européens doivent reconnaître que leur travail ou celui de leurs prédécesseurs n'a que très peu amélioré les conditions matérielles de vie de l'Européen moyen. N'avons-nous pas ici l'explication de la « prostitution intellectuelle » que l'on constate ? La force rayonnante de l'Europe, qui a fait d'elle « la lumière du monde », a été utilisée par trop d'intellectuels pour contaminer le monde ou le plonger dans la confusion. Seules des intelligences supérieures pouvaient devenir « les lumières du monde » ou ses mauvais génies. Les premières rayonnent par la lumière du christianisme ; les secondes se vautrent dans les ténèbres du désespoir.

Pourtant, si la possibilité de corrompre le monde est à portée de main des intellectuels européens, ceux-ci doivent éprouver un étrange réconfort à penser qu'ils ne sont plus les seuls à détenir ce pouvoir. Il est, en effet, difficile de dire qui commet le plus de mal, de ceux qui enseignent la supériorité des choses matérielles ou de ceux qui fournissent celles-ci sans en connaître la fin éternelle.

Espérons qu'avant que sonne le glas, les intellectuels européens (maîtres des producteurs européens) et les industriels américains (élèves des intellectuels américains) s'apercevront qu'ils suivent le même chemin au bout duquel se trouve la ruine. Il est temps qu'ils se rendent compte que la destruction attend son heure aussi longtemps qu'on sépare le Créateur des choses créées. Prions pour que le prix de la leçon ne soit pas trop élevé.

Bill Harrington.

Intellectuels ! Etudiants !

Désirez-vous vous tenir au courant des livres essentiels qui paraissent dans le monde, dans tous les domaines de la pensée ?

Lisez tous les deux mois

SCRINIUM

Elenchus Bibliographicus Universalis

Publié par PAX ROMANA —
Mouvement International des Intellectuels Catholiques, 14, rue St-Michel — Fribourg (Suisse).



Abonnement :

Une année : Fr. ss. 10.— USA \$ 3.—

Le Centre international de

L'ILE DE PORT-CROS

en Méditerranée

Accueille dans son cadre magnifique entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre jeunes gens et jeunes filles qui s'intéressent, sans parti pris, à un échange de vues et d'informations sur les problèmes internationaux humains et politiques. D'inspiration chrétienne, ce centre est ouvert à toutes les confessions et toutes les disciplines intellectuelles.

Possibilités de canotage, pêche sous-marine, excursions sur la Côte d'Azur...

Séjour, tout compris, 800 fr. français par jour

Pour toutes précisions s'adresser :

Conférence Olivaint, rue d'Assas 12, Paris 6^e, ou à partir du 1^{er} juillet : Centre international de l'île de Port-Cros (Var), France.

Que pensent-ils de l'unité européenne ?

La volonté de vivre ensemble qui cimentera l'Europe de demain se gardera de la défaillance à la vue des dangers externes qui la menacent ; mais au lieu de se laisser pousser vers le but, un peu contre son gré, ne vaut-il pas mieux que chacun y soit attiré par un élément positif ?

Des éléments de ce genre, on les retrouve déjà dans le domaine économique et politique. L'Europe unie se propose de garantir l'existence de chacun de ses membres et celle de tout qu'ils constituent, de favoriser la prospérité économique, de sorte que sa puissance politique puisse être en mesure de se faire respecter, comme il convient, dans le concert des puissances mondiales. Voilà, certes, un but positif appréciable des efforts présents vers une Europe unie.

Ce que nous avons déjà souligné en d'autres circonstances. Nous croyons pouvoir le répéter encore devant vous, parce que c'est une conviction que l'expérience affermit en nous, non seulement d'année en année, mais pour ainsi dire, de mois en mois : au delà de ce but économique et politique, l'Europe unie doit se donner pour mission l'affirmation et la défense des valeurs spirituelles qui, autrefois, constituaient le fondement et le soutien de son existence, qu'elle avait jadis la vocation de transmettre aux autres parties de la terre et aux autres peuples, et qu'elle doit rechercher aujourd'hui, par un effort pénible, pour se sauver elle-même : Nous voulons dire la foi chrétienne authentique comme base de sa propre civilisation et de sa propre culture, et aussi de toutes les autres. Nous le disons bien clairement, parce que nous craignons que l'Europe, sans cela, ne possède pas la force interne pour conserver, devant ses adversaires plus puissants, non seulement l'intégrité de ses idéaux, mais aussi son indépendance terrestre et matérielle.

Sa Sainteté Pie XII.

Mais les continents eux-mêmes entrent en relations les uns avec les autres ; ces relations deviennent si intenses et parfois si étroites, l'interdépendance réciproque se manifeste avec une telle évidence et la solidarité commune avec une telle force que l'on s'efforce de créer des institutions communes à l'ensemble des Etats, et ce furent successivement la Société des Nations et l'Organisation des Nations-Unies.

Le fonctionnement de ces institutions se heurte à de nombreuses et sérieuses difficultés. Une des raisons de celles-ci doit, à notre sens, être cherchée dans le fait que le passage qui s'est fait du plan national, étatique, au plan international, universel, mondial, a négligé cette réalité géographique et humaine qu'est l'existence des continents. L'aménagement d'une organisation continentale n'est réalité que sur l'un ou l'autre continent ; il ne l'est pas ailleurs ; il ne l'est

Nous nous faisons un plaisir de signaler ici que la revue *Civitas*, que publie la Société des Etudiants Suisses (Bahnhofstrasse 78, Zurich), a consacré son numéro 8/9, avril-mai 1953, au thème : *L'Europe, une unité ?* Ce numéro aidera à mieux comprendre la situation particulière de la Suisse au centre d'une Europe qui veut s'unir.

pas notamment en Europe qui est le plus ancien des continents et le plus évolué. N'est-ce pas, dès lors, un devoir des Européens de travailler à l'organisation politique de l'Europe, de veiller à ce que les exigences du bien commun européen soient respectées et garanties ?

Joseph Piller.

Mais, ne soyons pas injustes pour ces vénérables frontières ; elles ne sont pour rien dans cet état de choses. Ce n'est pas leur faute, si les inventions bousculent toutes les notions de la défense militaire. Elles gardent leur raison d'être, si elles savent ramener leur rôle à ce qui sera désormais leur mission en quelque sorte spiritualisée. Au lieu d'être des barrières qui séparent, elles devront devenir des lignes de contact, où s'organisent et s'intensifient les échanges matériels et culturels ; elles délimiteront les tâches particulières de chaque pays, les responsabilités et les initiatives qui lui seront propres, dans cet ensemble de problèmes qui enjambent les frontières et même les continents, qui font que tous les pays sont solidaires les uns des autres.

Les liens déjà créés nous donnent la garantie qu'il n'y aura plus entre les pays associés de rupture tragique, quelles que puissent être les difficultés qui inévitablement se dresseront encore sur notre route.

L'œuvre ne sera jamais parfaite ; elle partage le sort de toutes les entreprises humaines au caractère relatif et précaire. Mais, on ne démolira plus ce que ces quatre dernières années ont édifié dans les institutions et dans les esprits.

On poursuivra, on avancera dans la voie ainsi choisie, malgré les hésitations et les doutes momentanés. Les idées survivront aux tentations de la lassitude ; elles finiront par l'emporter.

Robert Schuman.

Le fédéralisme n'est pas un système, et j'y insiste en cet âge de systèmes. Il est une manière de concevoir et d'établir une société entre ces personnes si différentes que sont les Etats européens. Cette manière exprime politiquement une certaine conception de l'homme et de la vie, un humanisme, pour employer ce mot déjà fruste et dont on a trop élargi le sens. Le fédéralisme n'est donc point seulement l'opposé de la centralisation ; en établissant une série d'intermédiaires et d'amortisseurs entre la personne, terme faible, et l'Etat, terme fort, il protège et garantit la liberté de la première. Ce n'est point la démocratie qui fonde le fédéralisme, c'est le fédéralisme qui fonde la démocratie. Sa vertu est de diviser la masse et de reconstituer la société. Or, pour qu'une nouvelle époque puisse commencer et qu'une nouvelle civilisation puisse fleurir, la première condition est que la société se reforme et se stabilise. Pour l'heure, il n'y a plus de société : il n'y a plus qu'une organisation émanant de l'Etat et revenant à lui. Chaque individu n'est qu'un rouage dans un système collectif où il est condamné à perdre ce qui fait de lui un homme : la personnalité.

On commettrait donc une erreur en ne voyant dans le fédéralisme qu'une notion périmée : c'est une notion d'avenir. C'est en plus un principe chrétien et un principe suisse. Appliqué à l'Europe, il doit permettre de résoudre le problème de l'un et du multiple que l'Europe n'a jamais cessé de se poser à soi-même durant toutes les crises de son histoire.

Gonsague de Reynold.

Quels sont ces centres ?

CENTRE EUROPÉEN DE LA CULTURE

Le Centre européen de la culture fut fondé à Genève, en exécution de la décision prise par le Congrès de La Haye, en 1948, et sous les auspices du Mouvement européen.

Il a pour mission de coordonner les forces vives de la culture et de les faire contribuer à la construction de l'Europe unie. Il offre à cet effet :

- un lieu de rencontres ;
- des instruments de coordination ;
- un foyer d'études et d'initiatives.

Le CEC choisit ses objectifs en tenant compte de deux critères : l'urgence d'un problème culturel qui se pose à l'échelle européenne et ses possibilités de solution pratique.

CENTRE EUROPÉEN UNIVERSITAIRE DE NANCY

Créé en décembre 1950, il se donne pour objet de servir tous ceux qui désirent se documenter et acquérir une compétence dans les problèmes relatifs à l'organisation d'une communauté européenne ». Institut d'Etudes et Centre de documentation, il se compose de quatre départements : Etude des civilisations, Sciences sociales, Sciences économiques et Sciences politiques. Les candidats à l'admission doivent posséder un diplôme universitaire dans un des domaines énumérés, ou justifier d'un niveau correspondant à la fin des études supérieures et être en mesure de suivre les cours en anglais aussi bien qu'en français. Les cours durent une année, à la fin de laquelle les étudiants sont autorisés à se présenter aux examens. Ayant subi ces épreuves avec succès, les étudiants obtiennent un diplôme d'Etudes supérieures européennes.

Le 26 mai 1953, le Secrétariat général de *Pax Romana* a signé le bon à tirer des deux éditions française et anglaise de la publication

LA MISSION DE L'UNIVERSITÉ

Ce volume livrera aux universitaires catholiques l'essentiel des travaux du récent Congrès de *Pax Romana* au Canada.

Nous invitons toutes les personnes qui désireraient en souscrire un exemplaire de s'adresser à :

Pax Romana, rue St-Michel 14, FRIBOURG/Suisse.

VOUS POUVEZ EFFECTUER VOS VERSEMENTS POUR PAX ROMANA

- ALLEMAGNE : C. C. P. 1759 du Kath. Ak. Verband, COLOGNE.
- AUTRICHE : C. N° 9244, Banque Schelhammer et Schattera, Goldschmidgasse 6, VIENNE.
- BELGIQUE et LUXEMBOURG : C. C. P. 554 311, Mouvement international des Intellectuels catholiques, rue Mimars 12, LOUVAIN.
- BRESIL : M. Paolo Seabra, rue Ferreira Pontes 148, RIO.
- ESPAGNE : « Cuenta *Pax Romana* » Banco Español de Crédito, Alcalá 14, MADRID.
- FRANCE : C. C. P. Paris 3458 56 du Centre catholique des Intellectuels français, rue Madame 61, PARIS VI.
- ITALIE : Istituto per le Opere di Religione, C. N° 4399 de *Pax Romana*, CITE DU VATICAN.
- PAYS-BAS : Administration du journal de *Pax Romana*, Rode Laan 28, VOORBURG, N° 350 879.
- PORTUGAL : M. Manuel Neves e Castro, Juventude Universitária Cat., Campo dos Martires da Pátria 43, LISBOA.
- SUISSE : C. C. P. Ila 1036 de *Pax Romana*, FRIBOURG

ou directement par chèque ou mandat postal international à l'ordre de *Pax Romana*, c/o Banque de l'Etat de Fribourg, FRIBOURG/Suisse.

